

Trump II, An 1 : à marche forcée vers un national capitalisme autoritaire

Il n'aura pas fallu un an, ni même six mois du nouveau mandat de Donald Trump pour que nombre d'Américains considèrent qu'ils ne reconnaissent plus leur pays. Romuald Sciora déclarait , « [avant le 20 janvier 2025], je disais que les États-Unis allaient, en deux ans, ressembler davantage à la Hongrie de Victor Orban qu'à l'Amérique d'Obama ou de Kennedy. Mais je me suis trompé : il n'aura pas fallu deux ans, quelques mois ont suffi »¹. Encore quelques mois, le modèle hongrois était bien dépassé et la mise en œuvre d'un programme de transformation radical avait ouvert la voie la voie à l'instauration aux États-Unis d'un nouveau modèle de national capitalisme autoritaire. Certes préparé par une profonde évolution culturelle et politique, le déploiement de ce modèle a surpris par sa rapidité et sa brutalité, posant la grave question pour l'avenir d'une possible consolidation de ce nouveau régime politico-économique.

Giulano de Empoli a pu écrire que « le triomphe inattendu du candidat le plus improbable à la présidentielle de 2016 reste avant tout le fruit d'une opération politique et culturelle qui est restée longtemps dissimulée, avant d'émerger à la lumière du jour »². Opération ou pas, c'est un mouvement convergent d'évolution idéologique et politique qui a permis la construction d'un système politique capable de s'attaquer aux fondements mêmes de la démocratie américaine, une attaque que Trump devait mener sans ménagement dans tous les secteurs de la vie politique et culturelle pour instaurer un système combinant autoritarisme, capitalisme et nationalisme, que nous avons qualifié de national capitalisme autoritaire³. Avant de dérouler une année d'action de l'administration Trump II, il nous faudra revenir aux racines du trumpisme. Nous verrons ensuite le déploiement d'un autoritarisme , d'une guerre culturelle, d'un super techno-capitalisme et d'une stratégie internationale en opposition à un ordre basé sur des règles , avant de nous interroger, pour finir, sur les perspectives d'avenir du trumpisme comme une nouveau modèle, américain, de national capitalisme autoritaire .

¹ Achim Lippold, « Six mois de présidence de Donald Trump: 'Les États-Unis sont devenus un autre pays' », interview de Romuald Sciora, *RFI*, dim. 20 juillet 2025.

² Giulano de Empoli, « *Les ingénieurs du chaos* », Gallimard Folio actuel, pp. 129-130.

³ Pierre-Yves Hénin et Ahmet Insel, « Le national capitalisme autoritaire, une menace pour la démocratie, Bleu Autour, Essais & Cie, 2021.

Aux racines du trumpisme

Le trumpisme est d'abord l'aboutissement d'une révolution conservatrice engagée au moins depuis Reagan, nourrissant un triple rejet, d'une capture du parti républicain débouchant sur un projet d'action radical ensuite et, enfin, d'une personnalité au charisme paradoxal.

La révolution conservatrice

En 1988, Guy Sorman présentait ainsi la réédition de son ouvrage « la révolution conservatrice américaine » : « Il me paraissait que le reaganisme, bien plus que le phénomène anecdotique et réactionnaire que l'on nous décrivait en France était en réalité un mouvement profond et destiné à un grand retentissement ». L'avenir ne devait pas le contredire sur ce point, non plus que lorsqu'il constatait « qu'il n'y aurait pas eu de 'révolution conservatrice', de réhabilitation des principes libéraux et de certaines valeurs morales si des idéologues, bâtisseurs de systèmes, n'avaient donné un tour cohérent aux aspirations, initialement confuses, de mouvements populistes »⁴. La révolution conservatrice américaine ne s'analyse cependant pas comme un retour au conservatisme traditionnel ou classique, héritier des lumières anglaises mais, du néo-conservatisme des années 2000 au national conservatisme contemporain, elle met en avant un retour à des traditions religieuses et nationalistes antérieures⁵. Le trumpisme, aboutissement de cette révolution, lui emprunte en particulier un triple rejet : de l'Etat profond, de l'ordre international libéral et des mutations culturelles intervenues dans les décennies précédentes. Il devait ensuite opérationnaliser la révolution conservatrice comme projet politique par la prise de contrôle du parti républicain d'abord, par l'élaboration d'un programme de déconstruction de la démocratie ensuite.

Le triple rejet de l'« état profond », de l'ordre international libéral et des mutations culturelles devait acter la déconstruction de la démocratie américaine.

Rejet de « l'état profond », outil de la démocratie interne

⁴ Guy Sorman, « *La révolution conservatrice américaine*, Fayard », préface à une réédition, 1988.

⁵ Yoram Hazony, « *Conservatism: A Rediscovery* », Regnery, 2024.

Si Trump a vulgarisé la critique de l'Etat profond-*deep state*- pour dénoncer les obstructions rencontrées par son action lors de son premier mandat, il s'inscrivait dans une tradition conservatrice de renforcement du pouvoir présidentiel. Traditionnellement, l'expression d'Etat profond couvrirait plutôt l'idée, bipartisane, de pouvoirs occultes -politiques, militaires, organes de renseignement ou financiers , milliardaires de la Silicon Valley , qui contrôleraient l'action de l'Etat au détriment des pouvoirs élus⁶. L'instauration d'un régime autoritaire au nom de la liberté, pour libérer les Américains de la dictature de l'état profond -*Deep State*- supposé contaminé par l'idéologie marxiste, ainsi que d'influences étrangères contraire aux valeurs nationales s'inscrivait dans une tradition libérale favorable au pouvoir présidentiel.

Au-delà, l'opposition libérale au développement du rôle de l'Etat vise le dispositif institutionnel et bureaucratique par lequel s'exerce cette action. Ce faisant, elle conteste en fait la capacité des institutions à mettre en œuvre l'action gouvernementale. Russell Muirhead et Nancy Rosenblum retracent comment cette contestation débouche sur une promotion de l' *ungoverning* - l'effort délibéré visant à démanteler la capacité du gouvernement à accomplir son travail- un programme de promotion du chaos destructeur d'une vie politique équilibrée au profit d'un dirigeant disposant de pouvoirs exceptionnels⁷.

Loin de promouvoir l'anarchie, la théorie de l'*ungovernment* vise plutôt à laisser les mains libres au détenteur du pouvoir selon le principe complémentaire de l'*Unitary Executive Theory*. Ce principe, notamment développé par des juristes républicains à l'époque de Reagan, interprète au sens strict la disposition de la constitution selon laquelle « le pouvoir exécutif est confié au président ». Il implique que le président a le droit de licencier tout membre d'une administration fédérale, soit dans l'interprétation maximaliste non seulement les agences exécutives mais aussi les agences indépendantes , comme l'agence de contrôle des marchés financiers ou même le Système Fédéral de Réserve.

La Cour Suprême a joué un rôle actif dans l'affaiblissement de l'administration fédérale, en principe au profit du pouvoir législatif, mais réduisant en fait l'autonomie de cette administration ainsi rendue plus dépendante de sa tutelle présidentielle. Une fédération d'employeurs contestant une règle de

⁶ Mike Lofgreen, « *Anatomy of the deep State* », Penguin, 2014.

⁷ Nancy L. Rosenblum & Russell Muirhead , « *Ungoverning: The Attack on the Administrative State and the Politics of Chaos* », Princeton University Press 2024.

l'administration de la santé du *Labor Department* qui imposait aux moyennes et grandes sociétés de pratiquer des tests et vaccins contre la COVID, la Cour a jugé en janvier 2022 que cette décision administrative constituait un abus de pouvoir en l'absence de validation par le Congrès. La portée de cette décision était considérable en privant les administrations fédérales de capacités de régulation et de sanction propres.

Pour les républicains, l'administration représente un quatrième pouvoir, illégitime car constitué de « bureaucrates non élus », reprenant une qualification commune aux régimes populistes. Elle concrétise un interventionnisme empiétant sur la liberté des acteurs économiques, mais aussi civiques.

La déconstruction de l'Etat profond doit comporter un double volet : s'assurer de la loyauté politique des fonctionnaires fédéraux d'une part, élaguer le dispositif des agences fédérales d'autre part, y compris quand ces agences contribuent à un ordre international démocratique jusque-là promu par les États-Unis.

Rejet de l'ordre international libéral

Sous l'impulsion du président Woodrow Wilson, l'organisation internationale d'après la Première Guerre mondiale s'est construite sur la base de principes libéraux et démocratiques conformes aux principes mais aussi aux intérêts américains malgré le refus d'adhésion à la SDN. Après 1945, de nouvelles institutions complètent l'organisation de cet ordre international, comme un espace d'influence américain dont seul le bloc communiste s'exonère. Avec la chute de l'URSS, l'ordre international devient unilatéral sous domination américaine offrant un champ exceptionnel de déploiement aux intérêts économiques et politiques étatsuniens, avant de s'effriter à partir de 2008 sous l'effet de la crise financière et de l'enlisement américain dans une série de conflits malheureux. Il est logique que cet ordre soit contesté par des adversaires comme la Russie et la Chine, il est plus étonnant qu'il ait été remis en cause par ses principaux bénéficiaires. En rupture complète avec les néoconservateurs, les nationaux conservateurs considèrent que ce ordre est défavorable aux intérêts étatsuniens non seulement pour le cout financier d'engagements internationaux mais en imposant des contraintes dommageables à l'économie américaine, en matière environnementale en particulier.

Régulièrement dénoncée par les milieux politiques américains, le coût financier de la participation à la défense de l'Europe, via l'OTAN, oublie que cet organisation se prête facilement à une instrumentalisation au profit de la politique étasunienne, ce qui contribue à expliquer son maintien après la disparition du danger soviétique. Cette posture a été critiquée aux États-Unis mêmes pour les excès et les dérapages auxquels elle a donné lieu : « La prétendue 'fin de l'histoire' avait abouti à un ordre unipolaire présidé par une seule superpuissance, considérée comme la « nation indispensable » du monde [...] Jamais un pays prétendument voué à des causes nobles n'a créé ou cautionné autant de chaos que les États-Unis après la guerre froide, lorsqu'ils se sont lancés dans une croisade contre les malfaiteurs du monde entier »⁸.

Les États-Unis tirent de nombreux avantages de cette configuration hégémonique: Le privilège d'extraterritorialité leur donne la possibilité de poursuivre des sociétés étrangères, souvent européennes, en particulier pour non-respect de mesures d'embargo décidées par Washington, sur le fondement de l'utilisation du dollar pour les transactions, ce qui peut être considéré comme un outil de guerre économique⁹. Si ces avantages relèvent d'une modalité réaliste de l'exceptionnalisme revendiqué par le nationalisme américain, il se double d'un 'exemptionnalisme' problématique pour le respect du droit international, permettant de dénoncer « la contradiction croissante entre la souveraineté nationale et les prétentions du droit international ». Loin d'être récent, l'argument qui a par exemple nourri l'opposition à l'Accord de Paris est ancré dans la constitution qui exige une majorité des deux-tiers pour autoriser le président à signer un traité international, ce qui a conduit au rejet par le Sénat d'une majorité des traités et accords internationaux signés par le président. Le problème concerne particulièrement la question des droits de l'homme et l'interdiction de certaines armes, comme les mines antipersonnel, dont il n'était pas question de priver a priori l'armée américaine. La conséquence de l'exemptionnalisme est que les États-Unis refusent que leur soient appliquées les règles de droit censées réguler l'ordre international¹⁰, une asymétrie qui crée une situation pour le moins privilégiée. Un instrument puissant de la domination

⁸ Andrew Bacewicz, « The Reckoning That Wasn't », *Foreign Affairs*, March/April 2023.

⁹ Marion Leblanc-Wohrer, « Le droit, arme économique et géopolitique des États-Unis », *Politique étrangère*, 2019/4 Hiver.

¹⁰ John Gerard Ruggie, « American Exceptionalism, Exemptionalism and Global Governance », in : *American Exceptionalism and Human Rights*, edited by Michael Ignatieff, Princeton University Press, 2005.

américaine sur cet ordre international réside dans la maîtrise des infrastructures numériques internationales et des réseaux de règlement financier, que Henry Farrell et Abraham Newman ont pu qualifier « d'Empire souterrain - *Underground Empire* »¹¹.

De même que l'*ungovernment* ne signifie pas un renoncement au pouvoir, de même cette forme de repli américain d'un système international libéral n'implique nullement un strict isolationnisme mais une politique interventionniste, largement libérée de contraintes juridiques, de défense souvent agressive des intérêts nationaux dans les rapports bilatéraux.

Rejet du libéralisme culturel

La remise en cause de la démocratie libérale concerne particulièrement sa dimension culturelle, considérée à la fois comme cause et effet de la dérive de la société américaine, le combat politique devant donc se doubler d'une guerre culturelle.

Le concept de « guerre culturelle » a été introduit par James Hunter en 1991, au moment où la Guerre froide avait disparue comme objet d'affrontement. Piero Ignazi devait en 2006 en indiquer la dynamique : la « contrerévolution silencieuse-*Silent Counter-Revolution* ». De moins en moins silencieuse, la contrerévolution culturelle a nourri l'évolution idéologique du parti républicain, comme l'atteste les projets affichés par le Projet 2025, avant de se trouver au cœur du programme de réforme sociétale engagé par Donald Trump.

En 2019, l'inauguration du nouveau *think tank* aujourd'hui influent pour la promotion internationale du trumpisme était l'occasion de mettre en valeur l'ouvrage de Yoram Hazony sur « La vertu du nationalisme »¹². En rupture à la fois avec le nationalisme traditionnel et l'interventionnisme des néoconservateurs, les intervenants privilégiaient la défense d'une tradition nationale à fondement religieux tandis que Tucker Carlson donnait l'orientation la plus claire en politique étrangère : primauté des intérêts américains, refus

¹¹ Henry Farrell et Abraham Newman, « *Underground Empire: How America Weaponized the World Economy* », Henry Holt and Company, 2023.

¹² Maya Kandel, « Le national-conservatisme, avenir du parti républicain ? (après Trump) », *Carnets du CAPS*, Novembre 2019.

d'engagements auprès d'alliés à l'exception d'Israël « capable de se défendre tout seul ».

Noyau dur du nationalisme religieux, le nationalisme chrétien s'est affirmé malgré le recul de la pratique religieuse, obéissant donc à une logique culturelle. Pour Andrew Whitehead et Samuel Perry, « le 'christianisme' du nationalisme chrétien représente quelque chose de plus que la religion. [...] Il inclut des présupposés de nativisme, de suprématie blanche, de patriarcat et d'hétéronormativité, ainsi que la sanction divine du contrôle autoritaire et du militarisme »¹³.

Un enjeu essentiel de l'influence religieuse sur le nationalisme et la politique étrangère américaine réside dans un alignement systématique sur la politique israélienne dans l'orientation radicale poursuivie par le gouvernement Netanyahu. Plus même que des organisations juives, une organisation religieuse, la CUFI -Christians United For Israel- qui regroupe des chrétiens engagés dans le soutien à Israël pour des raisons bibliques, exerce une influence particulièrement importante sur la politique américaine. La référence à la promesse de Yahvé dans le Livre de la Genèse : « Ce jour-là, le Seigneur conclut une alliance avec Abram en ces termes : À ta descendance je donne le pays que voici, depuis le Torrent d'Égypte jusqu'au Grand Fleuve, l'Euphrate » , interprété littéralement, justifie la vision du grand Israël avec la colonisation de la Cisjordanie occupée et la recolonisation de Gaza, une conception des partis religieux d'extrême droite qui trouve de nouveaux soutiens au sein du Likoud de Benjamin Netanyahu¹⁴. Les projets fantaisistes de Trump sur Gaza , futur riviera du Moyen Orient, et le déséquilibres de son plan de paix, élaboré sans consultation des palestiniens, globalement assimilés au Hamas, ont attestés de son tropisme pro-israélien.

La technique, instrument de la liberté contre la démocratie et le déclinisme

« La néoréaction n'est pas le conservatisme de vos grands-parents, mais le mariage entre les principes d'ingénierie modernes et la pensée antidémocratique

¹³ Andrew L. Whitehead and Samuel L. Perry, « *Taking America Back for God* », Oxford University Press, 2020.

¹⁴ Denis Lacorne, « Les sionistes chrétiens américains et le conflit entre Israël et le Hamas », *Etudes*, N° 4311, Janvier 2024.

classique à l'ère du Web 2.0 » . Peu de textes sont aussi éclairants pour comprendre l'influence de l'idéologie de la Silicon Valley dans le trumpisme que ce début du synopsis de l'ouvrage du philosophe anglais Nick Land dans *The Dark Enlightenment- Les lumières obscures*¹⁵. Land développait la conception introduite dans les années 1990 par Curtis Yarvin, un informaticien et entrepreneur américain encore considéré comme un inspirateur de Trump et de son entourage¹⁶. Rapprochement peu connu, Yarvin avait proposé sous l'acronyme de RAGE, à la signification non ambiguë « *Retire All Federal Employees* » un précurseur explicite du DOGE instauré par Trump, prévoyant que tous les fonctionnaires fédéraux non politiques soient licenciés et remplacés par des loyalistes¹⁷.

Un moment essentiel pour la diffusion de ces idées est un article de Peter Thiel publié en 2009, bien avant que débute la carrière politique de Donald Trump. On y trouve les deux thèmes fondamentaux d'un programme de capitalisme technocratique : d'abord, l'impossibilité d'une démocratie capitaliste : « Depuis 1920, l'augmentation considérable du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale et l'extension du droit de vote aux femmes - deux faits notoirement choquants pour les libertariens - ont transformé la notion de 'démocratie capitaliste ' en un oxymore » , un problème qui ne peut résoudre la politique, mais exige de la dépasser, ce qu'il fait en focalisant ses efforts « sur les nouvelles technologies qui peuvent créer un nouvel espace de liberté ». Les choix d'un seul homme peuvent alors être déterminants : « Le destin de notre monde peut dépendre de l'effort d'une seule personne qui construit ou propage la machine de la liberté qui rend le monde sûr pour le capitalisme »¹⁸. En 2015, un groupe d'auteurs réunis par le *Breakthrough Institute* ont publié un manifeste écomoderniste prenant le contrepied des approches usuelles des exigences de l'écologie. Plutôt que de brider l'activité humaine, ces auteurs proposaient d'utiliser le potentiel technologique pour découpler la croissance de ces activités de la consommation et de la dégradation des ressources naturelles sans renoncer au système de libre

¹⁵ Nick Land, « *The Dark Enlightenment* », 2012, réédité Imperium Press 2022 . La néoréaction est souvent désignée sous l'acronyme NRx.

¹⁶ Arnaud Miranda, « *Les Lumières sombres, Comprendre la pensée néoréactionnaire* », Bibliothèque de Géopolitique, NRF Gallimard Le Grand Continent, 2026

¹⁷ Ed Simon, « What We Must Understand About the Dark Enlightenment Movement », *Time*, Mar 24, 2025 <https://time.com/7269166/dark-enlightenment-history-essay/>.

¹⁸ Peter Thiel , « *The Education of a Libertarian* », Cato unbound, April 13, 2009

entreprise tout en reconnaissant un rôle d'impulsion et d'incitation de l'Etat¹⁹. Pour ce courant, le secteur de la technologie « où bat le cœur du capitalisme contemporain » est à l'origine d'un nouvel esprit du capitalisme, le solutionnisme, selon lequel il y a une solution technologique rentable à tous les problèmes sociaux. Le poids de l'industrie numérique et le recours à l'Intelligence artificielle justifient une véritable fuite en avant dans la recherche -ou du moins l'affirmation- de solutions technologiques à toutes les difficultés de nos sociétés²⁰. Le solutionisme est particulièrement important pour justifier le rejet de toute préoccupation environnementale par un président qui qualifie à la tribune de l'ONU « le changement climatique de plus grande arnaque jamais menée contre le monde ».

La doctrine de nombre de technobroliques intègre aussi des perspectives inquiétantes pour l'avenir. Marc Andreessen a publié en 2023 un manifeste techno-optimiste qualifié par un site promouvant « le crypto pour tous » de « texte le plus important de la décennie », qui « définit clairement le clivage du siècle : entre les techno-optimistes et les décroissants techno-critiques. Ce proche d'Elon Musk prend ouvertement la défense du libre marché et de la suprématie technologique. Pour lui, il n'y a aucun problème matériel qui ne puisse être résolu par la technologie²¹. Elon Musk est en pointe dans la mise en œuvre de ce projet avec la start up Neuralink, qui propose de révolutionner les capacités humaines en implantant une puce cérébrale Telepathy, ce qui ne va pas sans poser de graves problèmes éthiques²².

La dérive du parti républicain

La mise en œuvre de la révolution conservatrice passait par l'abandon du conservatisme libéral du parti républicain au profit du national conservatisme à vocation autoritaire dont le programme serait explicité par un think tank s'inscrivant dans cette perspective.

¹⁹ John Asafu-Adjay et alii, « *An Ecomodernist manifesto, a manifesto to use humanity's extraordinary powers in service of creating a good Anthropocene* », Breakthrough Institute, April 2015.

²⁰ Benjamin Pajot, « *Le solutionnisme technologique : vrais problèmes, fausses solutions* », Etudes de l'IFRI, mars 2025.

²¹ « Le texte le plus important de la décennie vient de sortir », *Cointribune*, 30 octobre 2023 <https://fr.tradingview.com/news/cointribune:0b060fdabb858:0/>.

²² Morgane Joulin, « Ce qu'il faut savoir sur Telepathy, la puce cérébrale de Neuralink qui inquiète les spécialistes », *National Geographic Sciences*, Fev. 26, 2024.

Barak Obama remarquait en 2016 que l'élection de Donald Trump était "l'aboutissement de la rhétorique et des tactiques du parti républicain". Dans un ouvrage au titre sans ambiguïté « *American Carnage* », Tim Alberta considère la victoire de Trump non pas comme le déclencheur de cette ère de polarisation et de partisanerie acharnée, mais plutôt comme sa conséquence la plus manifeste. Il se propose de montrer « comment une décennie de bouleversements culturels, d'indignation populiste et de guerre idéologique a rendu le GOP [*Great Old Party*] vulnérable à une prise de pouvoir hostile de la part du plus improbable des insurgés : Donald J. Trump » ²³ .

Dès les années 1980, Newt Gingrich, d'abord président de la minorité républicaine à la chambre des représentants, puis président de cette chambre de 1995 à 1999, a été l'initiateur d'une rupture profonde des pratiques politiques par rapport à un fonctionnement traditionnel pour l'essentiel apaisé des relations bipartisanes. Les démocrates devant être considérés comme des adversaires devant être combattus plutôt que des concurrents avec lesquels la recherche de compromis afin d'aboutir à des décisions bipartisanes était souhaitable.

Un facteur historique décisif de la radicalisation a été le reclassement qui a résulté des dispositions antiracistes et égalitaristes adoptées par l'administration Johnson en 1965. Le sud profond, acceptant difficilement les mesures de déségrégation, a basculé dans le camp républicain ainsi tiré vers la droite, tandis le parti démocrate, perdant cette composante traditionnelle, s'est réorienté vers une clientèle urbaine et diplômée. Le parti républicain a également mobilisé le mouvement religieux. L'adhésion au « Pacte pour la famille américaine » a marqué la proximité croissante du parti avec la « Coalition chrétienne » et nombre de Républicains se reconnaissent aujourd'hui dans cette déclaration de la représentante Marjorie Taylor Greene : « Nous devons être le parti du nationalisme et je suis chrétienne, et je le dis fièrement, nous devrions être des nationalistes chrétiens » . Au niveau fédéral, cette radicalisation s'est traduite par une stratégie de blocage des présidents démocrates, lorsqu'ils ne disposaient pas de majorité au Congrès, illustré en particulier par le blocage de la nomination à la Cour suprême du juge Garland proposé par Barck Obama en 2016. Au niveaux des Etats, divers gouverneurs républicains n'hésitaient pas à contester la réglementation démocrate , par exemple en matière

²³ Tim Alberta , « *American Carnage: On the Front Lines of the Republican Civil War and the Rise of President Trump* », Harper 2019.

d'environnement, et à prendre des mesures réactionnaires, par exemple en matière d'éducation ou d'aide sociale²⁴.

L'ampleur de l'échec inattendu de Romney face à Trump a constitué un choc pour le parti républicain qui, sans vision et sans énergie au sein de sa base, trouvait ses perspectives compromises. Les responsables ont lancé une structure de réflexion sur la nécessaire réorientation du parti. Ce « projet de croissance et d'opportunités » devait bientôt être rebaptisé comme « l'autopsie ». Les thèmes de l'immigration et de l'exploitation de la colère populiste ont alors émergé face au conservatisme modéré traditionnel en perte de vitesse et d'attractivité. Au terme de la lutte sanglante pour l'identité du parti menée de 2008 à 2016, le terrain était prêt pour qu'un outsider vienne bouleverser la donne : comment le parti des valeurs familiales a-t-il pu élire un coureur de jupons marié trois fois ?

Alors que les différents sociaux passaient souvent au second plan, les républicains ont compris que la guerre culturelle leur offrait le moyen de contrer l'influence démocrate dans l'opinion²⁵.

La maturation d'un projet

L'échec relatif du premier mandat de Trump tenait certes au poids d'une administration et de nombreux notables républicains peu convaincus par le nouveau président, mais aussi à son impréparation. Pour éviter la répétition de cet échec, le think tank conservateur *Héritage Foundation* a proposé le Projet 2025 comme le programme de transition ambitieux que devrait mettre en œuvre un président républicain élu en 2024²⁶.

S'il recoupe l'ensemble des préjugés philosophiques et des mesures sociétales du programme du candidat Trump pour mener une « deuxième révolution américaine » contre le « marxisme culturel », le Projet 2025 explicite aussi la vision d'une présidence autoritaire. Michael et Olinsky ont pu écrire que ce projet, au-delà des changements législatifs, voulait détruire les normes politiques sur lesquelles reposait la démocratie américaine, qui ne repose pas sur des lois,

²⁴ Romuald Sciora, « L'Amérique éclatée », Armand Colin, 2025, p. 89

²⁵ Naftali Bendavid and Cleve R. Wootson Jr., « Trump's fierce attacks on DEI reflect a longtime GOP focus », *The Washington Post*, February 1, 2025.

²⁶ Soli Özel, « [Trump II] - Institutionnaliser le trumpisme : le plan d'action du Projet 2025 », Institut Montaigne, 30/10/2024.

mais aussi sur des normes dont la violation met en danger la *Rule of Law* elle-même, en vue d'instaurer une présidence impériale²⁷. Nous avons vu comment la notion de présidence impériale avait pris une toute autre portée dans la perspective de l'« *Unitary Executive Theory* » accordant au président un pouvoir illimité sur les services et organismes fédéraux contribuant à l'exercice du pouvoir exécutif.

Le Projet 2025 prévoit donc la mise au pas de nombreux organes fédéraux, à commencer par le Département de la Justice et la Commission Fédérale des Communications, la suppression d'autres agences, instruments de « l'Etat profond », la grande purge des fonctionnaires fédéraux à remplacer par des candidats sélectionnés pour leur adhésion à l'idéologie de la nouvelle administration. Le projet prévoit aussi de transférer au Président des pouvoirs du Congrès sur l'utilisation des fonds fédéraux pour vaincre l'inertie bureaucratique et des compétences du Sénat en matière de confirmation de hauts responsables politiques et administratifs. Dans l'ensemble, il s'agit de détruire le système de contrôle et d'équilibre, des contrepouvoirs pour instaurer une suprématie de la présidence

Le principe d'une citoyenneté américaine unique, indépendante de la race, du sexe ou de l'orientation sexuelle avait déjà conduit la Cour Suprême à interdire en 2023 aux universités à adopter des critères de ce type pour l'admission. Cette condamnation, généralisée dans le rapport, ouvrait la voie à la chasse aux mesures de DEI -*Diversity Equality Inclusion*- menée par l'administration Trump. On comprend ce commentaire prémonitoire qui ouvre une évaluation du *Center for American Progress*: « En termes simples, si le projet 2025 est mis en œuvre, les États-Unis seront méconnaissables »²⁸.

Le facteur personnel : un charisme paradoxal

Le projet 2025 donnait les orientations que suivrait un président républicain accédant au pouvoir. Il n'avait pas pour autant défini le trumpisme, rencontre de cette dynamique politique avec une personnalité hors normes, Donald Trump, un imposteur au charisme paradoxal.

²⁷ Michael Sozan & Ben Olinsky, « *Project 2025 Would Destroy the U.S. System of Checks and Balances and Create an Imperial Presidency* », Center For American Progress, Oct .1, 2024.

²⁸ Sozan & Olinsky, *op. cité*.

Le personnage Trump

Andrea Schneider rend compte de ce paradoxe qui voit Trump incarner le « superhéros populiste, une version du leader charismatique pour le XXIème siècle ». En fait, « c'est le passé de Donald Trump en tant qu'animateur dans le business de Washington, dans les concours de beauté et surtout dans le jeu télévisé de NBC *the Apprentice* qui donne au populiste sa crédibilité et son authenticité »²⁹.

Le paradoxe est d'autant plus grand qu'il méconnaît la nature profonde du personnage, parfois qualifié d'imposteur, à commencer par sa prétention à représenter un milliardaire *self made man* alors qu'il est un héritier, devant solliciter à multiples reprises la fortune de son père pour le tirer des mauvaises affaires qui l'ont acculé plusieurs fois à la faillite³⁰. Déjà, son mépris pour l'expertise au profit d'une surestimation de son intuition et de son art du deal le conduisait à des performances fort médiocres comme entrepreneur immobilier³¹. Paradoxal aussi est le soutien des chrétiens, notamment catholiques, à un homme deux fois divorcé, amateur d'expressions pornographiques et dont les frasques sexuelles ne font guère mystère. La priorité donnée à l'opposition à l'avortement par rapport à tout autre enjeu moral ou social peut expliquer ce soutien, mais pas le statut de sauveur qui devait s'exacerber lors de sa deuxième campagne, puis de son deuxième mandat. Brocardé par Obama en avril 2011, Trump satisfait son désir de vengeance en nourrissant la légende des *birthers* selon laquelle ce président, né en Afrique, n'avait pas le droit d'accéder à la Maison Blanche. Cet épisode l'introduit dans le cercle de la droite profonde complotiste.

On peut trouver à Trump un prédécesseur et modèle en la personne de Silvio Berlusconi autre milliardaire controversé ayant fait fortune dans l'immobilier et la télévision qui sera quatre fois président du conseil des ministres italien. « A sa manière, formé par son mentor Roy Cohn, Donald Trump se révèle aujourd'hui l'élève surdoué de... Silvio Berlusconi [...] ce bonimenteur de

²⁹ Andrea Schneider, « Populist Leadership: The Superhero Donald Trump as Savior in Times of Crisis », *Political Studies*, vol. 68(4) 2020.

³⁰ Alain Roy, « *Le cas Trump, portrait d'un imposteur* », *écosociété* 2025.

³¹ « From the Tower to the White House, The enigma of the presidential candidate's business affairs », *The Economist*, Feb. 20, 2016.

génie »³², lui aussi adepte des outrances, de la vulgarité et des contre-vérités. L'élève dépasse largement le maître, notamment dans son rapport à la vérité. Le mensonge qui lui avait servi à construire son image d'homme d'affaires exceptionnel se retrouve au cœur de son discours politique. Par un curieux renversement de la réalité, Trump se trouve à l'origine de l'expression de *fake news*, utilisée bien sûr pour désigner les critiques qui lui sont adressées. Le paradoxe est de voir un Trump, promoteur cette expression pour délégitimer les critiques de ses opposants, à l'origine d'une généralisation de cette pratique à laquelle il recourt fréquemment.

La responsabilité personnelle de Trump dans l'insurrection du Capitole le 6 janvier 2021, point d'orgue de son premier mandat, sera rapidement établie. Ceci ne l'empêchera pas de déployer une histoire parallèle, dénonçant la répression violente de manifestants pacifiques, qualifiant les condamnés de prisonniers politiques. Ainsi, « la réécriture du 6 janvier est devenue le mythe fondateur de sa nouvelle candidature », pourra écrire Maya Kandel³³.

La profondeur des relations russes

Une source de méfiance initiale du parti républicain a résidé dans ses relations ambiguës avec la Russie. Craig Unger a minutieusement documenté les nombreuses relations entretenues par Trump avec divers homologues russes entre 1984 et 2019, allant de figures du crime organisé au cercle restreint de Poutine, y compris le KGB, dont l'ingérence pendant la campagne électorale de 2016 n'était que l'aboutissement d'une relation de longue date³⁴. Sous le titre « *American Kompromat* », Unger relève les multiples occasions pour les services russes de réunir sur Trump des informations compromettantes, autant de nature sexuelle que financière³⁵. Régis Genté a également documenté les conditions dans lesquelles Trump a été « cultivé » par les services russes depuis 1987, date de son premier voyage à Moscou dont il revient en plaidant pour que « les États-Unis cessent de payer pour défendre des pays qui ont les moyens de se défendre eux-mêmes », ce qui anticipait sa critique des alliés développée 30

³² Pierre de Gasquet, « Présidentielle américaine : Donald Trump, digne héritier de Silvio Berlusconi », *Les Echos*, 31 octobre 2024.

³³ Maya Kandel, « *Une première histoire du trumpisme* », Gallimard, 2025.

³⁴ Craig Unger, « *House of Trump, House of Putin* », Penguin Random House, 2019.

³⁵ Craig Unger, « *American Kompromat: How the KGB Cultivated Donald Trump, and Related Tales of Sex, Greed, Power, and Treachery* », Dutton, 2021.

ans plus tard³⁶. Un avantage essentiel de sa relation avec Moscou, est l'attention bienveillante que lui porte la Deutsche Bank à un moment où les grandes banques américaines refusent de le financer. La banque allemande, en difficulté avec un management morcelé, bénéficiait en effet de facilités de refinancement auprès de la VTV Bank, « la tirelire de Poutine et du KGB »³⁷.

Les outrances de Trump, marquant sa rupture avec l'establishment, l'ont favorisé auprès d'une base populiste. Pourtant, avant son élection, elles lui ont souvent posé problème avec les cadres du parti républicain, la dernière occasion étant la « surprise d'octobre », la révélation le 7 octobre 2016 par le Washington Post d'un enregistrement pour la préparation du show *Access Hollywood* onze ans auparavant, accablant par l'outrance du récit de ses exploits sexuels et de son mépris pour les femmes. En quelques jours, un mouvement interne au parti se développe pour exiger son renoncement, malgré les risques de cette éventualité à trois semaines des élections, Mike Pence, le candidat à la vice-présidence, se voyant bien prendre le relai. Après quelques jours de psychodrame, Trump devait rallier ses soutiens et persister, en route vers un nouveau mandat, succès alors bien incertain³⁸.

Un autoritarisme exacerbé

Le succès assuré, la stratégie adoptée pour la conduite du changement, par son rythme et sa brutalité, relève du « *shock and awe*- choc et effroi », défini par l'Académie militaire américaine en 1996 et illustré par la campagne d'Irak en 2003³⁹. Pour assurer une « domination rapide », cette stratégie promeut l'usage d'une force multiforme et écrasante, qui paralyse les capacités de réaction de l'adversaire. La configuration exceptionnelle d'alignement des pouvoirs: un président largement élu, une majorité dans les deux chambres du congrès, un soutien acquis de la Cour Suprême, permettait l'application sans limite de la primauté du pouvoir présidentiel.

³⁶ Régis Genté, « *Notre homme à Washington: Trump dans la main des Russes* », Grasset 2024.

³⁷ François Forestier, « La Deutsche Bank et son client embarrassant : Donald Trump », *Le nouvelObs*, 10 juillet 2020.

³⁸ Alberta, « *American Carnage* », op. cité, pp. 368 et sq.

³⁹ Harman Ullman & alii, « *Shock and Awe, Achieving Rapid Dominance* », The National Defense University, 1996.

Légitimer un pouvoir sans partage

Le candidat Donald Trump avait promis d'être un dictateur « d'un jour », le premier de son second mandat. On a rapidement pu constater qu'il s'est conduit ainsi bien au-delà de ce délai, au moins un an. L'établissement engagé d'un régime autoritaire a mobilisé une interprétation radicale de *l'unitary executive theory*. Dans ce second mandat, le président se propose clairement d'établir aux États-Unis un régime autoritaire, instaurant une rupture profonde et parfois violente avec la démocratie américaine, au nom d'un prétendu rétablissement de la liberté.

La pratique du pouvoir illimité exercé par Trump se manifeste en trois étapes :

- Déclarer arbitrairement un état d'urgence, justifiant une action immédiate du président, sans contrôle ni approbation préalable du Congrès ;
- Prétendre pouvoir personnellement juger de la légalité de leurs actions ;
- S'attribuer un pouvoir complet de déploiement et d'engagement des forces armées, sur le territoire américain comme au dehors⁴⁰.

Au-delà de ces procédés de justification, le pouvoir illimité résulte de sa mise en pratique, lorsque personne ne peut le contester et que le pouvoir ne considère pas les éventuels recours juridiques comme suspensifs. Le recrutement des ministres et des collaborateurs directs de la Maison Blanche a assuré qu'aucun de ces responsables ne contesterait les décisions présidentielles mais que, au contraire, tous feraient preuve de résolution dans l'application des directives dans leur domaine sans se soucier de conditions de légitimité juridique.

Instaurer l'autoritarisme

L'application des pleins pouvoirs qu'il s'était attribué conduisait Trump à instaurer un régime autoritaire en démantelant les organes de la vie démocratique et de la séparation des pouvoirs, rejoignant l'objectif du Projet

⁴⁰ Jim VandeHei & Mike Allen, « Behind the Curtain: Trump claims the power to do almost anything », *Axios*, Oct. 28, 2025. En ligne : <https://www.axios.com/2025/10/28/trump-power-presidency-military-elections> .

2025 : détruire le *deep state*-l'Etat profond. Pour cela, il fallait d'abord prendre la main sur les agences fédérales et épurer la fonction publique fédérale, avant de s'attaquer à l'administration, à la Presse et à la Justice.

Contrôler les agences fédérales

L'offensive contre l'Etat profond a été menée en particulier par un organisme ad hoc, le DOGE-*Department of Government Efficiency*, un organisme sans statut administratif, initialement placé sous la direction d'Elon Musk et qui devait, avec le soutien de la Maison Blanche, s'arroger le droit d'accéder à de nombreux fichiers administratifs en principe confidentiels. Cet organisme a particulièrement ciblé la fonction publique fédérale, mais aussi les diverses agences tant sur le plan des missions que des moyens.

Dès le 18 février, Trump signe un *executive order*-décret visant officiellement en principe à « garantir la transparence de toutes les agences » : « Le président Donald J. Trump prend le contrôle des agences indépendantes afin de rétablir un gouvernement qui réponde aux attentes du peuple américain », alors que ces agences avaient été créées par le Congrès pour des missions spécifiques. De plus, « le président et le ministre de la Justice (sous la supervision et le contrôle du président) interpréteront la loi pour le pouvoir exécutif, au lieu que des agences distinctes adoptent des interprétations contradictoires », ce qui étend sa compétence exclusive au contrôle juridique de ces agences⁴¹. Ceci s'est traduit par le remplacement illégal de nombres de responsables, ou de pressions dans ce sens comme à la FED-Banque Fédérale de Réserve dont le président, mis en cause pour ne pas accepter de baisser les taux, a refusé de démissionner.

Les services particulièrement concernés par une mise au pas les privant de leur capacité d'action statutaire ont été les agences de contrôle, dans une perspective générale de dérégulation des activités, de l'environnement à la protection des consommateurs en matière de commerce et de banque, ainsi que les salariés normalement protégés par le droit du travail⁴².

Toutefois, la mesure la plus brutale a concerné la fermeture de certaines agences. La plus marquante, parce que la plus brutale et lourde de conséquences, a

⁴¹ The White House, « *Ensuring Accountability for All Agencies* », February 18, 2025.

⁴² Lauren McFerran and Celine McNicholas, « *Trump's assault on independent agencies endangers us all* », Economic Policy Institute, October 22, 2025.

concerné l'USAID dont le soutien à des populations en difficultés dans les pays moins développés était crucial, en particulier en matière de santé⁴³.

Purger la Fonction publique

Les fonctionnaires fédéraux étaient depuis longtemps la cible des mouvements conservateurs, tant par leur participation à une administration jugée étouffante pour l'activité privée que pour leur positions politiques considérées comme généralement démocrates. Comme le préconisait le Projet 2025, il fallait donc dégraisser et purger la fonction publique fédérale, pour n'y conserver que des employés favorables à l'action du président.

Pour ce faire, une première mesure était de priver les fonctionnaires de leur protection légale. En 2019, Trump avait introduit dans ce but une clause dite *Schedule F* mais cette disposition n'avait pu être appliquée avant la fin de son mandat. Dès son installation, le 20 janvier 2024, Trump a réintroduit sous le nom de « *schedule Policy/career* » cette clause non appliquée dans son mandat précédent qui excluait de la protection légale de leur emploi les fonctionnaires dont les fonctions pouvaient être reclassifiées comme politiques. Cette disposition pouvait concerner jusqu'à 100 000 fonctionnaires bien que des supporters de Trump aient considéré qu'il ne serait pas nécessaire d'en licencier autant parce que « en licencier moins suffirait à produire le changement de comportement désiré »⁴⁴.

Pour éviter les délais et complications d'une procédure de licenciement, l'Administration Trump a invité tous les fonctionnaires volontaires à démissionner, tandis qu'ont été placés en congés forcés, en attente d'un licenciement, tous les fonctionnaires travaillant pour la politique environnementale ainsi que pour les programmes promouvant la diversité et l'inclusion. Un récapitulatif dressé par CNN évaluait à 121 000 les agents fédéraux licenciés ou ciblés par une procédure de licenciement en trois mois, ce qui représentait la plus grande perte d'emplois de tous les secteurs de l'économie américaine, ce nombre devant être porté à 280 000 à la fin de 2025. Tandis que

⁴³ Report: « *Foreign aid cuts threaten global human rights ecosystem* », United Nations Human Rights Works, September 26, 2025. En ligne : <https://www.ohchr.org/en/stories/2025/09/report-foreign-aid-cuts-threaten-global-human-rights-ecosystem> .

⁴⁴ Alex Tausanovitch & alii, « Trump's Schedule F plan explained », *Protect Democracy*, June 11, 2024.

le Département de la Défense est l'un des moins touchés, le département de la Santé a perdu 10% de ses effectifs, le département de l'éducation 51%, le Département de l'habitat et du développement urbain 84% tandis que la dissolution de l'AID s'est traduite par le licenciement immédiat de la plupart de ses employés⁴⁵. On remarquait aussi que les femmes noires étaient particulièrement touchées⁴⁶. Le *Shutdown* -période de blocage budgétaire intervenu en octobre- a été l'occasion d'envisager une nouvelle vague de licenciements, avec la consigne de viser les activités privilégiées par les démocrates et les villes qu'ils administrent. Le directeur de l'office de gestion et du budget, Russell Vought, déclarant à cette occasion : « *The RIF have begun*- la réduction en force a commencé »⁴⁷, le déblocage budgétaire a de fait contré cette opération.

Par ailleurs, un décret du 20 janvier, dénonçant la dérive supposée des pratiques de recrutement intégrant des critères d'égalité raciale ou de genre au détriment « du mérite, de la compétence pratique et du dévouement à notre constitution », instaurait un plan fédéral de recrutement de personnels satisfaisant en principe à ces derniers critères, en fait à une adhésion aux principes et programme MAGA.

L'affaiblissement quantitatif de l'administration fédérale s'est traduite par la disparition de nombreux cadres et employés compétents. A contrario, les nominations de la nouvelle administration comportent des cas fréquents, voire systématiques, de promotion de l'incompétence, une conjonction que l'on a pu qualifier de « feu de joie de l'expertise »⁴⁸. La nomination de Pete Hegseth, commandant de réserve dans la Garde nationale du Minnesota, comme secrétaire à la défense tenait plus à ses fonctions à Fox News qu'à sa capacité de gestion de la plus grande institution américaine. Il a fallu au sénat la voix du vice-président pour accepter la nomination de ce candidat accusé d'alcoolisme et d'agression sexuelle. Ses interventions ont plus concerné la de-wokisation de l'armée que des orientations techniques et stratégiques. Un moment fort de manifestation d'incompétence de son entourage a été la transmission à un journaliste du code de participation d'une réunion confidentielle de discussion des attaques aériennes à mener contre les Houthis. Avocat, Kash Patel que Trump

⁴⁵ Annette Choi and Danya Gainor, « Analyzing the scale of Trump's federal layoffs in his first 100 days », *CNN*, Tue April 24, 2025.

⁴⁶ Erica Green, « In Trump's Federal Work Force Cuts, Black Women Are Among The

⁴⁷ Irie Sentner and Jennifer Scholtes, « Vought sounds layoff siren: 'The RIFs have begun' », *Politico*, 10/10/2025.

⁴⁸ Mike Allen, « Bonfire of expertise [Feu de joie de l'expertise] », *Axios* Aug 30, 2025.

lors de son premier mandat avait tenté sans succès de faire embaucher à la CIA s'est trouvé directeur du FBI. Dans un film au promoteur favorable au Kremlin, il avait déclaré son intention de fermer le siège du FBI pour en faire un musée de l'Etat profond. Son principal mérite tient à son engagement à défendre Trump pendant l'après 6 janvier. Ancienne représentante démocrate, ralliée à Trump, Tulsi Gabbard se trouve propulsée à la fonction essentielle de coordination du renseignement où l'une de ses premières décisions est de créer un *Director's Initiative Group* devant enquêter sur l'instrumentalisation du 6 janvier par l'administration démocrate. Sa nomination a été contestée au Sénat, Tutsi Gabbard s'étant davantage distinguée par ses prises de position pro-russes ou son soutien récurrent au dictateur syrien Bachar el-Assad que par sa maîtrise des rouages du renseignement⁴⁹.

Aussi grave est la disparition de la compétence au niveau des différentes agences. Moment fort sur ce point : Trump a rencontré Poutine à Anchorage sans un seul conseiller qui connaisse la Russie et l'Ukraine en se fiant à son art du deal et sa relation personnelle. Le résultat a été catastrophique, une restauration du statut de Poutine sans aucune concession de sa part. De plus, le lendemain, Gabbard a licencié un expert de la Russie à la CIA comme elle avait auparavant écarté le meilleur expert mathématicien de la NSA.

Le chef du renseignement militaire, ayant validé un rapport de ses services estimant incomplet le succès des frappes aériennes contre les sites nucléaires iraniens et donc ne validant pas le discours triomphaliste du président, a été immédiatement démis de ses fonctions. Dans le même sens, Donald Trump, mécontent des statistiques de l'emploi publiées par le BLS -*Bureau of Labor Statistics*- qu'il accusait « d'être truquées pour nuire à l'image des républicains, et à la mienne », a licencié sa responsable Erika McEntarfer⁵⁰ en se proposant de la remplacer par Edwin Antoni, un économiste de la *Heritage Foundation* participant à l'émeute du 6 janvier et sans compétence dans le domaine. Echech exceptionnel à la promotion de l'incompétence, la Maison Blanche devait se résoudre en septembre à retirer cette nomination au vu d'une opposition

⁴⁹ Timothée Barnaud, « Russie, Syrie... Les positions inquiétantes de Tulsi Gabbard, future cheffe du renseignement américain », *L'Express*, 5/11/2024.

⁵⁰ « *Firing BLS Commissioner Erika McEntarfer* », Economic Policy Institute, August 5, 2025.

unanime, incluant nombre de sénateurs républicains et d'économistes conservateurs⁵¹.

A l'assaut du pouvoir judiciaire

L'institution judiciaire, avec sa réputation d'indépendance, est un contre-pouvoir essentiel de la démocratie américaine. La volonté de nombreux juges d'assumer cette fonction en constatant l'illégalité, voire l'inconstitutionnalité, de décisions de Trump s'est heurtée à une vive réaction du pouvoir, qu'il s'agisse du président lui-même ou du DOJ -*Department of Justice*. La nomination de Pam Bondi, ancienne procureure générale de Floride et avocate de Trump, qui refusera devant le sénat de reconnaître la victoire de Biden en 2020, visait clairement à instrumentaliser ce département décisif pour le contrôle de l'institution judiciaire.

La nature souvent dérogatoire des décrets de la Maison Blanche à la législation protégeant les droits de l'homme et les libertés civiles a conduit à l'opposition fréquente de juges fédéraux. Sur 800 juges fédéraux nommés à vie, 200 l'ont été par Trump, la majorité donc ne lui est pas redevable. En moins de trois mois, plus de 200 procédures judiciaires avaient été engagées contre 100 décrets ou décisions présidentielles. Trump et ses soutiens ne se sont pas contentés de condamner ces réactions comme une velléité de s'opposer à la volonté populaire clairement manifestée par les élections, ils ont pris des mesures d'intimidation et tenté des mesures de rétorsion qui violaient de manière flagrante la séparation et l'équilibre des pouvoirs. Pour J.D. Vance, « les juges ne sont pas autorisés à contrôler le pouvoir légitime de l'exécutif ». Pam Bondi a déclaré : « Je pense que certains de ces juges se croient au-dessus des lois, mais ce n'est pas le cas. Nous vous poursuivrons et nous vous traduirons en justice »⁵². Pour sa part, après déclaré que « aucun juge ne devrait être autorisé à statuer à l'encontre des changements introduits par son administration », Trump a ouvertement demandé la destitution -*impeachment* -des juges ayant pris de telles décisions, une décision rares puisque seulement 13 juges fédéraux ont fait l'objet de telle mesure dans toute l'histoire des États-Unis. L'arrestation d'une juge fédérale accusée d'avoir facilité la fuite d'un migrant a montré que les menaces verbales

⁵¹ « Trump contraint de renoncer à son 'brillant' candidat pour la direction des statistiques de l'emploi », *Les Echos*, 1^{er} octobre 2025.

⁵² Peter Stone, « US judges who rule against Trump are being barraged with abuse and threats, experts warn », *The Guardian*, May 17, 2025.

pouvaient être suivies d'effets. La campagne de l'administration est facilitée du fait que la Cour Suprême, arbitre en dernier ressort de ces affrontements juridiques, prend généralement parti pour la présidence, avec toutefois de rares exceptions. Pour déporter des Vénézuéliens soupçonnés d'appartenir à un gang, Trump avait mobilisé l'*Alien Enemy Act*, une loi de 1798 autorisant le président à appréhender et expulser des étrangers dont le pays se trouverait en guerre avec les États-Unis. A deux reprise, la Cour s'est opposée, par 7 voix contre deux, à cette mesure.

L'instrumentalisation du DOJ ressortait dès le janvier de la création auprès de Pam Bondi d'un *Weaponization Working Group* pour identifier et poursuivre les opposants qui ont engagé des procès contre Trump, ou y ont participé à l'accusation. Sans surprise, son responsable, Ed Martin, s'était signalé en défendant l'assaut du 6 janvier et la thèse selon laquelle Biden avait volé l'élection. Autre manifestation de cette instrumentalisation, le DOJ ne recule pas devant la mise en cause d'élus de l'opposition démocrate. Une manifestation de protestation au sujet de l'ouverture contestée d'un centre de rétention pour migrants s'est traduite par l'arrestation provisoire du maire de Newark puis par l'engagement de poursuites à l'encontre d'une représentante démocrate accusée d'avoir agressé des agents de l'ICE – *Immigration and Customs Enforcement*.

A la mise en cause des juges s'ajoute les mesures de vengeance de Trump à l'égard des cabinets d'avocats qui sont intervenu contre lui dans différentes procédures judiciaires. Des décrets ont interdit aux organismes gouvernementaux de travailler avec ces cabinets et révoqué leur agrément de sécurité pour l'accès aux bâtiments fédéraux, dont évidemment des tribunaux, une mesure immédiatement contestée devant un juge mais qui a conduit d'autres cabinets à négocier⁵³. Il est significatif que de nombreuses organismes, médias ou universités, menacés de procès par Trump, même pour un motif fantaisiste, choisissent de transiger, à un cout évalué en millions de dollars. Ceci révèle leur appréhension qu'une justice, instrumentalisée, ne cède aux injonctions du pouvoir. Une nouvelle phase d'instrumentalisation de la justice pour satisfaire la vengeance du président s'est ouverte avec l'inculpation de James Comey, ancien directeur du FBI, accusé d'avoir menti au congrès à propos de son enquête sur les liens de Trump avec la Russie. Pour engager cette action, Trump avait exigé la démission du procureur précédemment chargé du dossier, qu'il jugeait trop

⁵³ Sam Levine, « Trump sued by two law firms as another makes deal to avoid being targeted », *The Guardian*, Mar. 28, 2025.

mou. Peu après, la procureure de New York Letitia James, également poursuivie de sa vindicte pour avoir obtenu sa condamnation, a été mise en accusation pour fausse déclaration à l'occasion d'un emprunt immobilier⁵⁴. A nouveau, pour obtenir ce résultat, il a fallu écarter le procureur qui n'avait pas trouvé de motif suffisant pour une inculpation. Des élus démocrates, échaudés par ces poursuites, contactent leur avocat pour vérifier l'état de leurs opérations financières. Première personnalité à être contrainte à l'exil, l'historien Mark Bray, auteur d'un livre sur l'antifascisme, a jugé les menaces suffisamment graves pour s'exiler en Espagne.

Alors qu'il bénéficie du soutien quasi systématique de la Cour Suprême, Trump a occasionnellement laissé planer un doute sur le fait qu'il pourrait aller à l'encontre d'une décision de cette instance. Si « la Cour suprême des États-Unis ne me permet pas de faire ce pourquoi j'ai été élu, c'est un jour mauvais et dangereux pour l'Amérique » postait Trump sur son site au lendemain de son désaveu dans l'affaire de l'expulsion des vénézuéliens⁵⁵.

Ici se manifestent les limites du programme de destruction de l'« Etat profond ». Le démantèlement de certaines administrations ne doit pas cacher que l'objectif principal est la prise en main de l'appareil d'état. Plus que de détruire l'administration fédérale selon la logique de l'*ungovernment*, il s'agit de l'asservir.

Mise au pas des médias

La mise au pas des médias a été précédée par la rupture des réseaux sociaux avec la régulation libérale qui leur était appliquée, avant d'imposer un contrôle aux médias traditionnels, presse écrite, radios et télévisions. .

La liberté d'expression s'est d'abord trouvée instrumentalisée pour supprimer tout contrôle sur le contenu des messages échangés sur les réseaux sociaux. La pratique d'Elon Musk a ici devancé l'action de l'administration. Déclarant que « la modération est le mot utilisé par la propagande pour désigner la censure » , il a d'abord licencié plus de 1200 modérateurs après son rachat de Twitter, rebaptisé X. Il a ensuite pris diverses mesures favorisant l'utilisant de comptes

⁵⁴ Nicolas Chapuis, « Donald Trump obtient des poursuites judiciaires contre la procureure générale qui l'avait condamné dans une affaire de fraude financière », *Le Monde*, 10/10/2025.

⁵⁵ Michael Gregory, « Like many populist leaders, Trump accuses judges of being illegitimate obstacles to safety and democracy », *The Conversation*, May 23, 2025.

identité virtuelle ou usurpée et , plus généralement, servant la radicalisation par la diffusion de messages favorisant la haine et les affrontements. L'attachement proclamé à la liberté d'expression tourne à l'hypocrisie. Très critique sur des démocraties comme le Royaume Uni, Musk cultive ses relations avec les régimes les plus opposés à la liberté d'expression. Désireux de ne pas susciter l'opposition du président, les autres réseaux sociaux, à commencer par META de Zuckerberg , ont choisi de s'aligner en supprimant également les mesures de modération qu'ils pratiquaient.

L'action de l'administration a d'abord visé les médias publics, accusés de diffuser une information gauchiste avec l'argent des contribuables. Les réseaux de radio NPR et de télévision PBS sont régulièrement attaqués et voient leur financement public, d'ailleurs faible dans leur budget, réduit. La Voie de l'Amérique, instrument traditionnel du soft power américain diffusant en 48 langues, a vu l'ensemble de son personnel placé en congé administratif en mars, au grand bénéfice de la Chine qui a multiplié ses fréquences vers l'Afrique en particulier. L'opposition de la justice n'a pas empêché la multiplication des licenciements dans les mois suivants. La pression sur les médias privés doit passer par d'autres moyens. Le plus fréquent est l'exigence de licenciement de journalistes critiques à la demande de la Maison Blanche. Exemple d'une attaque atteignant la démesure, Trump a engagé des poursuites contre le New York Times pour diffamation en lui réclamant 15 milliards de dollars, une démarche rapidement contrée par un juge⁵⁶. L'assassinat de Charles Kirk , jeune influenceur créateur de l'organisation ultraconservatrice *Turning Point USA*, a été l'occasion d'une nouvelle offensive tout azimut visant toute personne soupçonnée d'avoir approuvé, ou condamné trop timidement ce meurtre. Trump estimait alors que « les chaînes de télévision sont à 97 % contre moi et ne me font que de la mauvaise publicité. Ces chaînes ont une licence, je pense qu'elles devraient peut-être leur être retirées »⁵⁷. Cette stratégie devait cependant montrer ses limites avec le licenciement exigé par CBS de Jimmy Kimmel et la suppression de son talk-show, venant deux mois après la suppression de l'émission concurrente de Stephen Colbert sur CBS. Des personnalités républicaines s'étant jointes aux protestations, Kimmel a été réintégré et son émission rétablie. Une autre stratégie de contrôle des médias privés passe par

⁵⁶ « Donald Trump annonce porter plainte contre le 'The New York Times' pour diffamation et réclame 15 milliards de dollars, *Le Monde*, 16 septembre 2025.

⁵⁷ Kevin Liptak, « Trump suggests networks' licenses could be pulled if they air mostly negative coverage of him », *CNN* , Sept 18, 2025.

les opérations capitalistiques. Paramount ayant racheté le site d'information *The Free Press*, sa fondatrice Bari Weiss, figure de la dénonciation du wokisme sans être trumpiste, devient rédactrice en chef de *CBS News*.

Déploiement brutal et étendu de l'action policière

Dans le discours trumpiste, les principaux responsables des crimes et désordres dans les villes américaines sont les immigrés irréguliers, qui se sont trouvés de ce fait la cible du déploiement de violence policière de la part de l'ICE- *United States Immigration and Customs Enforcement* qui dépend du Département de la sécurité intérieure. Le président lui avait fixé l'objectif d'un million d'arrestations, pour la première année, ce qui dépassait largement ses possibilités. L'objectif fixé n'a été atteint qu'environ au tiers, malgré les demandes de Trump d'amplifier les arrestations, en particulier dans les villes démocrates. Le « beau budget » lui a accordé des moyens sans précédent pour une institution de maintien de l'ordre et l'organisme a pu se féliciter d'une augmentation de 120% de ses effectifs en un an. C'est pourtant par la violence de ses interventions que l'ICE s'est fait remarquer. Les interventions dans les entreprises, tribunaux, hôpitaux et écoles se sont accompagnées de véritables razzias dans l'espace public. Le témoignage d'un historien de Chicago est sur ce point impressionnant⁵⁸. Particulièrement remarquable, une descente dans l'usine de sociétés coréennes Hyundai Motor et LG a été menée comme une opération militaire, les agents de l'ICE arrivant en hélicoptères et en engins blindés. Le bilan s'est traduit par 475 arrestations, dont 300 sud-coréens, avec un retentissement considérable dans leur pays. En Floride, le centre de Krone, avec 611 lits, accueille par exemple 1800 personnes avec un accès réduit aux soins et une nourriture insuffisante. Mieux connu comme « Alligator Alcatraz », un nouveau centre a été construit sur un aéroport désaffecté dans une réserve naturelle. Des centaines de détenus y ont disparus des fichiers de l'ICE⁵⁹.

L'étape suivante pour l'administration a été de déployer la garde nationale et même un détachement de *marines* pour « libérer Los Angeles [...] envahi et occupé par les étrangers illégaux et les criminels » au dire de Trump, et ce contre

⁵⁸ Rick Perlstein, « Pourquoi il ne faut pas céder à Trump : la leçon du 6 janvier », *Le Grand Continent*, 6 janvier 2026.

⁵⁹ Thomas Kennedy and Shirsho Dasgupta, « Where Are the Detainees? Hundreds of "Alligator Alcatraz" Prisoners Disappear from ICE Database », *Democracy Now !*, September 25, 2025.

l'avis du gouverneur et du maire, en violation d'une loi de 1878. La prise de contrôle du maintien de l'ordre dans le district de Columbia, avec le déploiement de 1000 gardes nationaux est clairement un signal que le pouvoir de donne les moyens de s'opposer à toute manifestation quand il le jugerait utile. Ces déploiements visent aussi à contrer les protestation qui se développent contre les excès de l'ICE comme à Portland ⁶⁰. L'opposition de juges aux excès de l'ICE et aux déploiements illégaux n'a pas d'effets suspensifs et se trouve généralement infirmés en appel ou en voie de l'être par la Cour suprême.

Devant plus de 800 généraux et amiraux réunis le 1^{er} octobre, Trump a explicité son projet d'utiliser l'armée pour des motifs domestiques : « Nous devrions utiliser certaines de ces villes dangereuses comme terrains d'entraînement pour nos militaires [...] Nous sommes envahis de l'intérieur. Ce n'est pas différent d'une invasion étrangère, mais c'est plus difficile à bien des égards, car ils ne portent pas d'uniformes »⁶¹, une déclaration renouvelée sur un porte avion au large de sa base japonaise selon laquelle les interventions nécessaires ne concerneraient pas que la garde nationale. Cette nouvelle pratique, avec les précédents accumulés, vise à acclimater l'opinion pour le cas où le pouvoir se trouverait confronté à des manifestations massives, une précaution essentielle pour ancrer dans la durée un régime autoritaire. Pour Romuald Sciora, « lorsque la présence de l'armée dans nos villes devient la norme plutôt que l'exception, c'est la nature même de notre société qui se transforme irrémédiablement »⁶².

Il est aussi inquiétant de voir l'ICE suivre la voie chinoise en achetant pour 9 millions de dollars à la société Clearview des programmes de reconnaissance faciale et d'exploitation de ces données⁶³, domaine dans lequel est également engagée Oracle dont Larry Ellison, fondateur de la société et ardent défenseur du transhumanisme, vantait ainsi les produits en révélant la convergence de la

⁶⁰ Romuald Sciora, « La stratégie de la peur : Trump militarise l'Amérique, ville après ville », *IRIS*, 6 octobre 2025.

⁶¹ Ben Finley, Konstantin Toropin and Evan Vucci, « Trump calls for using US cities as a 'training ground' for military in unusual speech to generals », *Associated Press*, October 1 2025.

⁶² Sciora, *La stratégie de la peur*, op. cité

⁶³ Anthony Kimery, « *Trump administration expands facial recognition while erasing oversight policy* », *Biometric Update*, Oct. 31, 2025. En ligne : <https://www.biometricupdate.com/202510/trump-administration-expands-facial-recognition-while-erasing-oversight-policy>

Silicon Valley avec le Parti communiste chinois: « les citoyens se comporteront mieux car nous enregistrons et rapportons tout ce qui se passe »⁶⁴.

De la violence au fascisme ?

Roberta Adams a bien montré comment on retrouve dans le trumpisme les grands thèmes de la philosophie politique de Carl Schmitt, un moment théoricien du régime national socialiste.

-la conception conflictuelle de la politique, entre amis et ennemis, opposants internes, immigrés ou européens ‘mal pensants’ ;

- le souverain absorbant la démocratie grâce à l’argument de *l’unitary executive*’ et disposant de l’état d’exception pour s’exonérer des dernières limites à son pouvoir;

-Le « grand Espace » où doit s’exercer la suzeraineté des Etats Unis⁶⁵.

Les articles et messages dénonçant Donald Trump comme fasciste ont foisonné depuis 2016. Cette qualification ne paraissait pourtant pas jusque-là convaincante, même si le personnage pousse la violence du discours et, parfois, des pratiques, à un degré rarement vu dans une démocratie occidentale⁶⁶.

Au niveau du discours d’abord, la violence fait bon ménage avec la grossièreté, avec la multiplicité de déclarations menaçantes ou revanchardes. Les discours qualifiant ses opposants de « la vermine, qui devra être extirpée » ont pu être considérés comme un écho de ceux de Hitler et de Mussolini⁶⁷. Les exemples abondent de propos menaçant ou dégradants, comme ceux où il considérait les migrants irréguliers non comme des gens, mais comme des animaux.

L’accusation de trahison le conduisait à évoquer plus ou moins explicitement une peine plus sévère, comme contre Lizz Cheney ou surtout ses généraux félons,

⁶⁴ « L’Oracle de l’Empire : Larry Ellison et le visage caché du projet Stargate », *Le Grand Continent*, 24 janvier 2025.

⁶⁵ Roberta A. Adams, « *Trumpism, Carl Schmitt, and the Threat of Anti-Liberalism in the United States: The Political Thought of Donald Trump and Trumpism* », Lexington Books, 2024.

⁶⁶ Nikita Savin et David Treisman, « We analyzed 9 years of Trump political speeches, and his violent rhetoric has increased dramatically », *The Conversation*, 26 octobre 2024.

⁶⁷ Marianne LeVine, « Trump calls political enemies 'vermin,' echoing dictators Hitler, Mussolini », *The Washington Post*, November 12, 2023.

comme Mark Milley, président du Comité des chefs d'état-major qui avait pris contact avec son homologue chinois pour prévenir les tensions qui auraient pu résulter du chaos du 6 janvier 2021.

Au moment des manifestations de protestations contre le meurtre de George Floyd, Trump a demandé au même général Mark Milley : « Ne pouvez-vous pas simplement leur tirer dessus ? Leur tirer dans les jambes ou quelque chose comme ça ? », ce qui conduira le général à dire de l'ancien président : « il est fasciste jusqu'à la moelle des os », accusation partagée par le général Kelly l'une des plus marquée des accusations dans ce sens. Il est vrai que, à son dire, Trump aurait préféré des généraux semblables à ceux qui servaient Hitler. On notera aussi son utilisation systématique de contrevérités, attestant de son indifférence à la vérité, qu'Annah Arendt dénonçait comme une caractéristique central du totalitarisme. Avec raison, nombre d'observateurs et d'intellectuels se sont dissociés de cette accusation, le qualificatif de fasciste ne devant pas être galvaudé. Robert Paxton, le célèbre historien, reconnaît avoir hésité mais finalement renoncé à soutenir cette thèse, avant de changer à nouveau d'avis⁶⁸. D'autres considèrent que Trump représentait la variété d'autoritarisme qu'illustrent les régimes d'Erdogan ou d'Orban, un rapprochement qui paraît bien dépassé au vu de la première année de son second mandat.

Pour Annah Arendt, le totalitarisme est le règne de la terreur. Certes, les opposants à Trump ne vivent pas dans la terreur que suscitaient des purges staliniennes mais, comme nous l'avons vu, nombre d'organes de presse ou d'entreprises ont préféré payés des millions de dollars que d'affronter la menace d'une mise en accusation par le *Department of Justice*. A défaut de terreur, il est clair que la peur est un outil de gouvernement de l'administration Trump.

Alors que le déploiement de la garde nationale, voire de l'armée dans les villes démocrates signale une capacité et une volonté de réprimer d'éventuelles manifestations de masse, une étape que l'on peut juger décisive dans le chemin du totalitarisme serait de voir cette fonction confiée aux *prouds boys* ou autres milices armées de la même allégeance. Dès maintenant, on peut remarquer que l'un des « penseurs » du trumpisme, Curtiss Yarvin, développe un programme

⁶⁸ « Donald Trump est-il fasciste ? Comment l'historien américain Robert Paxton a changé d'avis », *Courrier international*, 3 novembre 2024.

qui n'a rien à envier au fascisme, voire au national-socialisme de triste mémoire⁶⁹.

Restituer l'identité et la grandeur américaine : nationalisme et guerre culturelle.

Le nationalisme qui accompagne les autoritarismes contemporains n'affecte pas seulement les relations extérieures. Il comporte une forte dimension identitaire, culturelle et donc intérieure. Le trumpisme ne déroge pas à ce modèle, comme le montre la politique engagée avec vigueur pour son application.

Restaurer l'identité américaine

Make America Great Again, c'est aussi reconstruire une histoire positive, débarrassée des scories de moments ou de faits moins glorieux, comme l'esclavage. Selon les termes d'un porte-parole de la Maison Blanche, Trump a été élu pour remplacer l'idéologie woke par des faits dans nos musées de la Smithsonian, promouvoir une architecture civique magnifique, unifier notre pays en faisant de l'anglais la langue officielle, et plus encore. En mars, un décret présidentiel intitulé « Restaurer la vérité et la raison dans l'histoire américaine » affichait dans ses motivations qu'il y a eu « un effort généralisé pour réécrire l'histoire de notre nation » en la présentant comme irrémédiablement raciste ou oppressive — notamment, selon lui, en mettant excessivement l'accent sur « la gravité de l'esclavage »⁷⁰. Ce décret exigeait en conséquence des changements radicaux à divers musées, parcs nationaux et autres institutions fédérales. Il ordonnait en particulier la suppression par le Smithsonian de toute « idéologie anti-américaine », ces « discours diviseurs » qui « dégradent les valeurs américaines communes, divisent les américains sur la base de la race ou promeuvent des idéologies incompatibles avec la politique

⁶⁹ Arnaud Miranda, « Trump et le problème de l'an II : Le texte intégral du plan de Curtiss Yarvin », Le Grand continent, 30 décembre 2025. Consulté à l'adresse : <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/12/30/curtis-yarvin-le-plan-pour-faire-des-etats-unis-un-etat-parti-fasciste/>

⁷⁰ The White House, « *Restoring Truth and Sanity to American History* », Executive Order, March 27, 2025.

fédérale ». Pour contrôler le Kennedy Center, dédié aux arts du spectacle, autre cible privilégiée, Trump a purgé son conseil et s'est fait élire à sa présidence.

La guerre culturelle poussée au paroxysme

La contre-révolution culturelle a nourri l'évolution idéologique du parti républicain, comme l'atteste les projets affichés par le Projet 2025 et se trouve au cœur du programme de réforme sociétale engagé par Donald Trump. Les cibles désignées étant les programmes de DEI-*Diversity, Equity and Inclusion*- et le wokisme, tandis que la référence chrétienne était affirmée.

Contre le DEI : enjeux culturels

Les attendus d'un décret du 23 juillet 2025, « *Preventing Woke and AI in the Federal Government* » expose très clairement la motivation de cette hostilité : « L'une des idéologies les plus répandues et les plus destructrices est celle dite de 'diversité, équité et inclusion [DEI]' . Dans le contexte de l'IA, la DEI comprend la suppression ou la déformation d'informations factuelles sur la race ou le sexe ; la manipulation de la représentation raciale ou sexuelle dans les résultats des modèles ; l'intégration de concepts tels que la théorie critique de la race, le transgenre, les préjugés inconscients, l'intersectionnalité et le racisme systémique ; et la discrimination fondée sur la race ou le sexe. La DEI remplace l'engagement envers la vérité par des résultats préférés et, comme l'illustre l'histoire récente, constitue une menace existentielle pour une IA fiable » .

Sur le plan des idées, l'administration Trump a particulièrement mené le combat contre l'idéologie progressiste qualifiée de *woke*, conformément à la remarque du futur vice-président, J.D. Vance, en 2022 : « nous avons besoin d'une sorte de programme de de-baathification, un « *de-woke-ification program* »⁷¹. Invitées par la Maison Blanche à effacer toute visibilité à des thèmes associés au DEI, les administrations ont parfois pris des mesures surprenantes. Ainsi le Pentagone a supprimé des milliers d'archives concernant l'intégration d'afro-américains dans l'armée ou même la photo du bombardier B29 porteur de la bombe atomique sur Hiroshima, l'« Enola Gay », dont le nom comportait un mot clé à éliminer.

⁷¹ Déclaration à un correspondant de Vanity Fair et du New York Times, postée sur X, Mai 2022. En ligne : <https://x.com/VanityFair/status/1521872564129353730>

La lutte contre le wokisme et l'idéologie DEI s'est accompagnée d'une promotion de la religion, sans précédent dans un pays pourtant traditionnellement religieux.

Défense et promotion de la religion

C'est sous le prétexte d'une menace pour la liberté religieuse qu'aurait fait peser l'administration démocrate que Trump prend des mesures de promotion de la religion: « dans les années récentes, des politiques fédérales, d'Etats ou locales ont menacé la tradition américaine de liberté religieuse, unique et magnifique » est-il écrit dans la motivation d'un décret du premier mai 2025 instituant une « commission de la liberté religieuse » comportant 14 membres nommés par le président . Cette commission devait recommander des mesures pour assurer la liberté religieuse interne et collaborer avec l'ambassadeur spécial pour promouvoir la liberté religieuse dans le monde⁷². Le Secrétaire à la Guerre, Pete Hegseth , à l'occasion du discours adressé à 800 généraux et amiraux réunis, témoignait d'une pratique fort peu laïque : « il y a quelques mois, lors de notre service de prière chrétien mensuel au Pentagone, j'ai récité la prière du commandant »⁷³.

La mobilisation qui a suivi l'assassinat de Charlie Kirk a donné une occasion particulière d'affichage religieux du gouvernement et de la base trumpiste.

Enjeux sociaux du rejet du DEI

La guerre culturelle s'est aussi développée sur le terrain social. Dans la continuité de la condamnation formulée dans le Projet 2025, l'administration Trump a mené fermement la chasse aux mesures de DEI , en particulier de discrimination positive, qu'elles soient le fait des instances fédérales, des établissements d'enseignement et d'acteurs privés, visant même entreprises étrangères, deux décrets contenant l'essentiel des mesures prises dans le domaine. Le décret du 20 janvier, l'un des premiers du nouveau président soulignant donc la priorité attachée au sujet, « *Ending Radical And Wasteful*

⁷² The White House, « *Establishment of the religious Liberty Commision, Executive Order* », May 1, 2025.

⁷³ « Les États-Unis doivent se préparer à la guerre : Le discours intégral de Pete Hegseth aux généraux américains », *Le Grand Continent*, 30 septembre 2025.

Government DEI Programs And Preferencing », au motif que l'administration Biden aurait imposé au gouvernement fédéral des programmes de discriminations illégaux et immoraux suivant des initiatives DEI. Le décret imposait de « mettre fin à tous les bureaux et postes liés à la DEI [...], à tous les « plans d'action pour l'équité », mesures, initiatives ou programmes en faveur de l'équité, subventions ou contrats liés à l'équité, et à toutes les exigences de performance en matière de DEI ou de DEIA pour les employés, les sous-traitants ou les bénéficiaires de subventions ».

Dès le lendemain, le décret « *Ending Illegal Discrimination and Restoring Merit-Based Opportunity* » a révoqué diverses mesures visant à accroître la diversité des employés fédéraux, y compris le décret de Lyndon Johnson du 24 septembre 1965, fondateur de la politique de non-discrimination et de modalités favorisant l'emploi des noirs puis d'autres minorités considérées comme défavorisées. Ces décisions engageaient une « *great resegregation era* » en renversant le mouvement des droits civiques initié par Johnson 60 ans plus tôt⁷⁴.

Les établissements d'enseignement, collèges et universités, sont particulièrement visés. Au contenu des enseignements contestés s'ajoute le prétexte d'une opposition insuffisante à l'antisémitisme, en fait d'avoir toléré des manifestations propalestiniennes. La suppression des programmes et contrats de recherche incriminés a entraîné une réduction drastique des crédits disponibles, en particulier dans les domaines de la biologie, de la santé et des sciences humaines⁷⁵.

Un super techno-capitalisme

Le trumpiste associe un nouveau moment du capitalisme, caractérisée par la collusion des grands acteurs d'une nouvelle révolution technologique avec l'autoritarisme présidentiel.

La techno-broliarchie, pilier du trumpisme

⁷⁴ Adam Serwer, « The great resegregation », *The Atlantic*, February 22, 2025.

⁷⁵ David Smith, « Wrecking ball: Trump's war on 'woke' marks US society's plunge into 'dark times' », *The Guardian*, Sun. 2 Feb. 2025.

Le président Joe Biden, dans son discours d'adieu, a paraphrasé le propos tenu en 1961 par le président républicain Dwight Eisenhower qui dénonçait, dans des circonstances semblables, « la possibilité d'une ascension désastreuse du complexe militaro-industriel ». Soixante-quatre ans plus tard, Biden dénonce « le complexe techno-industriel » constitué par une caste oligarchique qui gagne en puissance et en influence au point de constituer une menace pour la démocratie américaine⁷⁶. Il relevait ainsi la profonde originalité de la constitution d'une nouvelle oligarchie nourrissant un techno-autoritarisme associé au parti républicain.

Le réseau, entre convaincus et contraints ou convertis

La cérémonie d'investiture de Trump, le 20 janvier, donnait à voir sur l'estrade un groupe mêlant étroitement milliardaires -22 présents- et futurs ministres ou notables de la nouvelle administration. Il aurait été difficile de mieux illustrer la symbiose entre le pouvoir et la nouvelle caste des oligarques, ou plutôt des broliarques selon l'innovation sémantique qui introduit la référence à des 'bros', des frères avec une connotation masculiniste. Non sans humour, le *Moscow Times* relevait que les oligarques américains seraient plus puissants que les oligarques russes, sous la présidence Eltsine bien sûr car il ne serait pas question de suggérer que le phénomène a perduré sous Poutine⁷⁷.

Le réseau de milliardaires soutenant Trump s'est élargi en cours de campagne, en particulier au premier semestre 2024. Ces soutiens comportaient d'abord les convaincus, comme Peter Thiel que nous avons déjà évoqué et qui a lancé la carrière de J.D. Vance, Sam Altman, fondateur d'Open AI et surtout par Elon Musk, alors l'homme le plus riche du monde, devenu le paradigme des techno-broliarques américains. Une seconde catégorie est constituée d'autres milliardaires rejoignant Trump plutôt par opportunisme et en soutien à des mesures fiscales très avantageuses pour le Big Business. Le troisième groupe est le plus significatif : il est constitué d'anciens adversaires de Trump ralliés par crainte de vengeance ou de sanctions. Le plus emblématique est ici Mark Zuckerberg, que Trump avait menacé de « finir sa vie en prison » s'il

⁷⁶ Samir Lamri, « États-Unis : Du complexe militaro-industriel au complexe techno-industriel », *Africa Inside*, 18 janvier 2025. En ligne : <https://africainside.net/18-01-25555-Etats-Unis-Du-complexe-militaro-industriel-au-complexe-techno-industriel3229748595>.

⁷⁷ David Skakonyi, « America's Oligarchs Could Be Even More Powerful Than Russia's », *The Moscow Times*, Dec. 13, 2024

« complotait encore contre lui en 2024 comme il l'aurait fait en 2020 »⁷⁸. Jeff Bezos, fondateur et principal propriétaire d'Amazon, s'était attiré les foudres de l'ancien président du fait que le Washington Post, dont il est propriétaire soutenait régulièrement les candidats démocrates. En 2024, il a imposé au journal de ne pas prendre parti et, après des éloges répétés, s'est retrouvé avec Musk faire d'allégeance au président élu. Peu de milliardaires restent en dehors du cercle. Bill Gates et Michael Bloomberg ont financé la campagne de Kamala Harris et Warren Buffet défend l'immigration.

Nombre des broligarques ont reçu des fonctions ou missions dans la nouvelle administration. Parmi eux, à côté de Musk en charge du DOGE et s'attribuant nombre d'interventions, David Sachs est nommé « tsar de l'IA et des Cryptos » avec la mission de déréguler complètement ce secteur et Steve Witkoff, magnat de l'immobilier, est envoyé spécial au Moyen Orient et bien d'autres milliardaires sont venus remplacer des responsables expérimentés, démocrates ou non⁷⁹.

Le ralliement de la Silicon Valley à Trump s'étend au complexe technologique israélien, dénommé par analogie la Silicon Wadi, dans lequel les investissements américains, souvent par rachat de start up, dont le cumul atteignait 76 milliards de \$ en 2024, représentait la moitié de l'ensemble des investissements américains dans le pays⁸⁰. L'orientation de ce complexe vers la défense et la sécurité fait l'objet d'une coopération renforcée avec les États-Unis depuis l'élection de Donald Trump.

La course à l'IA, symbiose entre Trump et le techno-capitalisme.

La maîtrise de l'intelligence artificielle générative représente l'horizon du moment pour le techno-capitalisme américain, l'agent conversationnel ChatGPT atteignant 800 millions d'utilisateurs à l'automne 2025. Parmi les 10 premières entreprises engagées dans cette véritable course figurent tous les GAFAM et deux sociétés annonçant comme objectif le développement d'une AI

⁷⁸ Paolo Confino, « Trump warns Mark Zuckerberg could 'spend the rest of his life in prison' », *Yahoo !Finance*, September 4 2024.

⁷⁹ Sara Dorn, Elon Musk, « Jared Isaacman ou encore Warren Stephens : qui sont les milliardaires du prochain gouvernement Trump ? », *Forbes*, Dec. 12, 2024.

⁸⁰ Sharon Vanek, « The Natural Bond between Silicon Valley and Silicon Wadi », *The US-Israel Legal Review*, 2021.

« sure pour le public », OPEN AI et Anthropic. L'investissement privé en intelligence artificielle, en progression rapide, atteignait 109 milliards de dollars en 2024, où ce secteur réalisait 90% des modèles reconnus dans le domaine, les autres 10% d'origine universitaire restant importants par leur caractère fondamental. La valorisation boursière d'Anthropic, fondée en 2021 avec la participation d'Amazon, atteignait 183 milliards de \$ en 2025 et leur engagement dans l'AI portait les capitalisations des GAFAM, Apple et Microsoft à un niveau de l'ordre de 4 milliards de \$. Pourtant, la première capitalisation revenait à NVIDIA - premier producteur mondial de puces dédiées à l'intelligence artificielle- qui dépassait les 5 milliards. Ce résultat illustre l'impact de l'AI en amont comme par ailleurs en aval. Les investissements en centres de stockage des données et dans la couverture des besoins énergétiques considérables contribuent également à l'impact de l'AI comme moteur principal de l'économie étatsunienne. Avec des projets et des enjeux de l'IA qui se comptent en milliers de milliards de \$, le capitalisme américain est ainsi entré dans une nouvelle ère, comme hier celles du chemin de fer, du pétrole ou de la finance⁸¹.

Donald Trump est engagé personnellement dans ce développement⁸². En dehors de ses relations personnelles avec nombre des dirigeants concernés comme Sam Altman et Larry Ellison, il a promulgué en juillet 2025 un plan d'action pour « gagner cette course » contre la Chine. Couvrant tous les aspects, de recherche et de production, sans négliger les secteurs amont ou aval, ce programme prévoit de libérer l'AI de tout frein réglementaire, en particulier environnemental mais aussi de « protéger la liberté de parole, et les valeurs américaines », ce qui signifie exclure toute référence au DEI et au changement climatique pour « éviter les biais idéologiques »⁸³. Un décret du 11 décembre stipule l'opposition des autorités fédérales à toute régulation prise au niveau des états qui pourraient gêner le développement de l'IA aux États-Unis⁸⁴. Trump a aussi parrainé le grand projet d'infrastructures Stargate, avec un objectif de 500 milliards financés par les grands acteurs du secteur, déjà dépassé.

⁸¹ Leopold Aschenbrenner, « Situational Awareness, The Decade Ahead, June 2024. Consulté à l'adresse : Leopold@situational-awareness.AI

⁸² Cf. par exemple : The White House, « *Trump Effect: NVIDIA Leads American-Made Chips Boom* », April 14, 2025.

⁸³ The White House , « *Winning the Race, America's AI Action Plan* », July 2025.

⁸⁴ The White House, « *Ensuring A National Policy Framework For Artificial Intelligence* », Executive Order, December 11 ? 2025

Bien que les financements soient principalement privés, le budget fédéral contribue par ses achats, en particulier dans les domaines militaires et du renseignement, dont bénéficie en particulier la société Palantir, fondée par Peter Thiel dont nous avons vu le rôle sur le plan idéologique. Cette société était valorisée 462 milliards en octobre 2025, ce qui représente un ratio cours/bénéfice de 574, extravagant pour une société existant depuis 12 ans, et illustre le phénomène d'une bulle boursière en matière d'intelligence artificielle.

Une alliance fragile et contradictoire ?

Le trumpisme réalisait cette alliance du pouvoir technologique et du pouvoir de l'Etat dans une coalition autoritaire, une configuration paradoxale aux yeux de Ian Bremmer : « Le grand paradoxe de l'ère technopolaire est que, plutôt que de donner plus de pouvoir aux individus et de renforcer la démocratie comme l'espéraient autrefois les premiers visionnaires de l'Internet, la technologie pourrait au contraire permettre des formes plus efficaces de contrôle hypercentralisé et irresponsable »⁸⁵.

L'enchaînement des événements devait illustrer que « l'alliance de la droite technologique avec Trump était transactionnelle, et pas idéologique »⁸⁶. Après l'engagement de la campagne de 2024 et l'enthousiasme de la victoire, le doute s'est instauré sur la solidité de l'alliance entre Trump et les milieux d'affaires, particulièrement de la Silicon Valley. S'ils ont apprécié les avantages fiscaux et la levée de régulations contraignantes, ils n'ont guère soutenu la « libération » de l'économie américaine par des hausses massives de droits de douane et l'incertitude qui a suivi les va et vient du président dans le domaine, marquée par la volatilité des cours boursiers. Trump a réagi vivement aux critiques d'entreprises en ce domaine : Successivement, Amazon, Walmart et ont été priées de retirer l'indication qu'ils devaient augmenter leur prix du fait des nouveaux droits de douane. Plus spécifiquement, on a pu parler de la « gueule de bois » des géants de la Tech, dont Trump rappelle : « ils me haïssaient tous lors de son premier mandat ». Meta comme Amazon et Google attendaient toujours

⁸⁵ Ian Bremmer, « The Technopolar Paradox, The Frightening Fusion of Tech Power and State Power », *Foreign Affairs*, May 13, 2025.

⁸⁶ Ian Bremmer, « The Frightening Fusion of Tech Power and State Power », *Foreign Affairs*, May 13, 2025.

du nouveau président qu'il suspende les actions judiciaires en cours qui les menacent de démantèlement⁸⁷.

Nous reviendrons sur le fossé, plus fondamental, qui sépare sur le plan idéologique, au-delà du rôle fédérateur de Trump, les deux piliers de sa coalition, la droite technologique à visées transhumanistes et le nationalisme chrétien attaché au bien commun.

Economie entre mercantilisme autoritaire et interventionnisme arbitraire

Sans renoncer évidemment aux instruments de pouvoir exorbitants que l'ordre libéral procurait aux États-Unis, c'est pourtant cet ordre que Donald Trump dénonce comme couteux et limitant leur souveraineté au profit d'organismes ou d'engagements internationaux contraire à leur vision et à leurs intérêts.

L'Amérique renonce ainsi au soft power de l'ordre libéral, mais pas au hard power mis en place à l'ombre de ce régime des relations internationales, un hard power renforcé par une arsenalisation des droits de douane tant pour des objectifs économiques que politiques.

L'arsenalisation des droits de douane

Une perception nationaliste imprègne la vision économique de Trump, celle d'un jeu à somme nulle dans lequel seul l'usage de la puissance dans une négociation asymétrique permet d'améliorer la situation nationale en s'appropriant des marchés, des ressources ou d'autres opportunités au détriment de pays étrangers, fussent-ils jusque-là considérés comme des amis et alliés. On assiste donc au déploiement d'une forme particulièrement fruste et brutale de mercantilisme qu'illustre l'arsenalisation' -pour utiliser la traduction courante de l'expression anglaise plus explicite de *weaponization*- des droits de douane.

Le grand discours de Trump sur un prétendu « *Liberation day* » le 2 avril 2025, annonçait le menu des nouveaux droits spécifiés dans un décret du même jour, en prétextant un état d'exception prévu par une loi de 1977 qui donnait compétence au président pour décider en ce domaine. Les droits dits réciproques étaient calculés sur la base du déficit relatif américain, ce qui donnait un large éventail. Les taux annoncés s'échelonnaient en effet d'un minimum par défaut de 10%, appliqué par exemple au Royaume Uni, et à divers états du sud,

⁸⁷ Zachary Basu and Ashley Gold, « Big Tech's inauguration hangover », *Axios*, 8/05/2025.

notamment américains, mais aussi à la Turquie et à l'Égypte, à un maximum de 49% pour le Cambodge, 47% pour Madagascar et 34% pour la Chine-en plus de 20% existants. La Communauté Européenne se voyait infliger un taux intermédiaire de 20%. Cette annonce était complétée par de multiples droits additionnels visant des produits comme l'acier et l'aluminium ou des pays comme le Canada ou le Mexique⁸⁸. La décision d'une cour d'appel fédérale de juger ces droits comme illégaux car excédent les pouvoirs du président n'aboutit pas à une suspension de fait. Dès le 3 avril, un krach boursier a été le premier effet du *liberation day*, les pertes boursières en un jour étant les plus importantes depuis des décennies. Les décisions tarifaires de Trump ont suscité nombre de protestations des gouvernements concernés, sans grand effet.

Dans un second temps, Trump a ouvert une phase de négociations bilatérales et souvent léonines⁸⁹, offrant de réduire les taux contre d'importantes contreparties, dont un taux nul pour les exportations américaines et d'importants engagements financiers. Le dispositif devait finalement entrer en vigueur en août. Des dispositions dérogatoires ont permis quelques allègements, mais surtout introduit de nouveaux droits spécifiques pouvant aller jusqu'à 100 % sur les médicaments et les films. La réaction de la Chine devait entraîner une escalade portant pour un moment les taux à 104% de part et d'autre, suivie de négociations plus équilibrées vue la puissance de ce partenaire, avec en particulier des exemptions réciproques sur des biens d'intérêt commun, un nouveau pas vers la conciliation étant franchi lors de la rencontre des présidents le 29 octobre en Corée du sud.

Peut-être la plus dysfonctionnelle des mesures a été l'imposition de droits de 50% sur les importations de l'Inde accusée d'acheter du pétrole russe. Que ce motif cache la volonté d'imposer la primauté des États-Unis sur les marchés pétroliers explique qu'il soit reparu comme menace récurrente, notamment contre l'Union Européenne. À part quelques secteurs produisant des produits exemptés, comme les smartphones, on estime que ce tarif va réduire de 70% les exportations indiennes des secteurs à forte intensité de main d'œuvre, avec des conséquences géopolitiques considérables sous la forme d'un réalignement de l'Inde sur le plan international.

⁸⁸ « *Tarifs douaniers réciproques : la guerre commerciale est déclarée* », COFACE, 04/04/2025.

⁸⁹ Lola Ovarlez, « Droits de douane : comment Trump joue du chaos qu'il provoque », *l'Opinion*, 31 juillet 2025.

Joignant un interventionnisme personnel brouillon et un mercantilisme agressif, « l'hétérodoxie économique de Trump est radicale mais sans avenir car incohérente »⁹⁰.

Enrichissement, prédation et arbitraire

Comme forme particulière des capitalismes de NaCA, le trumpisme se caractérise comme un mélange anarchique de patrimonialisme⁹¹ et de prébendalisme, que l'on a pu qualifier de présidence mafieuse⁹². A côté des avantages accordés en termes de dérégulation et de financements exorbitants accordés par exemple aux entrepreneurs de l'intelligence artificielle, Trump ne se prive pas de mesures prédatrices, imposants des versements à des entreprises en contrepartie d'autorisations spécifiques de fusions ou d'exportation.

En moins d'un an, la fortune de la famille Trump a plus que doublée, pour atteindre les dix milliards de dollars. En passant de 3 à 7,3 milliards, Donald lui-même s'est hissé au 201^{ème} rang des milliardaires au classement Forbes, gagnant 118 places. Comme un acteur ou un grand sportif, il a tiré profit de produits dérivés, parfums Trump, baskets Trump etc... Sans scrupules, il va jusqu'à demander 230 millions de Dollars au Département de la Justice en compensation des poursuites dont il a fait l'objet sous l'administration Biden⁹³.

Jared Kushner et sa femme ont décuplé leur patrimoine, passant de 100 millions à un milliard de dollars, du fait d'affaires multiples favorisées par sa position lui favorisant l'accès à des financements des royaumes pétroliers. Ses trois enfants ont aussi plus que décuplé leur richesse, portée à 500 ou 750 millions, principalement en jouant sur les cryptomonnaies.

A côté de l'enrichissement personnel, Trump s'est fait attribuer des financements contribuant à son prestige ou à son statut. Par exemple, la Paramount a annoncé verser 16 millions pour la future bibliothèque présidentielle pour éteindre une menace de poursuite concernant le traitement, traité de partisan, d'une interview

⁹⁰ Robert Boyer, « Où la main très visible de Donald Trump conduit-elle les États-Unis ? », *AOC media*, mardi 9 septembre 2025. En ligne : <https://aoc.media/opinion/2025/09/08/ou-la-main-tres-visible-de-donald-trump-conduit-elle-les-etats-unis/>

⁹² David Frum, « Welcome to the Mafia Presidency », *The Atlantic*, July 4, 2025.

⁹³ Quinta Jurecic, « Trump to DOJ: Pay Up », *The Atlantic*, October 22, 2025.

de Kamala Harris. En novembre 2025, la Maison Blanche a annoncé que les droits imposés à la Suisse étaient réduits de 39 à 15% après qu'une délégation de la Confédération ait offert à Trump une horloge de bureau Rolex spéciale, un lingot d'or personnalisé d'un kilo et beaucoup de compliments.

Mesure significative parmi toutes, Trump a suspendu la loi réprimant la corruption à l'étranger au prétexte que cette loi était contraire aux intérêts nationaux alors que « la sécurité nationale américaine dépend en grande partie de la capacité des États-Unis et de leurs entreprises à obtenir des avantages commerciaux stratégiques, que ce soit dans le domaine des minéraux critiques, des ports en eau profonde ou d'autres infrastructures ou actifs clés »⁹⁴. Lui-même se vante volontiers de ses bonnes affaires, sans être regardant sur leur régularité douteuse qui confine parfois à la corruption : « Le président a crié sur tous les toits ce que ses prédécesseurs auraient tenté de dissimuler par crainte de mettre fin à leur carrière »⁹⁵.

Donald Trump fait preuve d'un interventionnisme désordonné et paradoxal pour ce paragon du capitalisme dérégulé. « Le président s'est arrogé une forme d'autorité pour orchestrer les opérations du secteur privé, à la fois globalement et au niveau de la gestion et de la propriété de sociétés individuelles »⁹⁶. Il se vante ainsi de ses bons coups, réalisés dans l'intérêt des Américains : « C'est un grand honneur pour moi d'annoncer que les Etats-Unis possèdent désormais pleinement 10% du capital d'Intel », écrivait-il le 22 août 2025, soit un actif de onze milliards de dollars, sans contrepartie selon le président, en fait contre l'effacement d'une dette ancienne⁹⁷.

Une stratégie internationale contre l'ordre basé sur des règles

Illustrée dans de nombreuses interventions, tant verbales que politiques et militaires, la doctrine internationale du trumpisme a trouvé son expression dans

⁹⁴ « *Pausing Foreign Corrupt Practices Act Enforcement to Further American Economic and National Security* », The White House, February 10, 2025.

⁹⁵ David Smith, « Trump is flaunting his corruption. Is it changing what the US thinks of scandal? », *The Guardian*, Sat. 27 Sep 2025. Aussi : Michel Casey, « America Has Never Seen Corruption Like This », *The Atlantic*, July 10, 2025.

⁹⁶ Ben Berkowitz, « Trump, chairman of corporate America », *Axios* Aug 26, 2025.

⁹⁷ Teddy Perez, « Un nouveau coup financier de Donald Trump agite le secteur technologique », *Capital*, 25 août 2025.

le document « Stratégie de sécurité nationale » diffusé début décembre. S'il est fondé sur le principe *America First*, ce texte développe une version très pragmatique de l'isolationnisme prôné par le néo-conservatisme étatsunien. En effet, ce projet de Trump est de promouvoir sur le plan international un régime autoritaire, compatible avec les intérêts américains.

Un changement de perspective

Le rejet de l'ordre international libéral-rebaptisé depuis Obama comme « ordre international fondé sur des règles », figurait parmi les trois rejets fondamentaux caractérisant la révolution conservatrice. Dénonçant le multilatéralisme comme perte de souveraineté et d'identité nationale Trump, s'oppose à cet ordre libéral international qui actait l'influence américaine dominante après la Seconde Guerre mondiale, mais qui comportent à ses yeux des règles de droit contraignantes pour les États-Unis et qui peuvent être utilisées par leurs concurrents et adversaires⁹⁸.

Le document « Stratégie de sécurité nationale des États-Unis »⁹⁹, publié le 5 décembre 2025, explicite cette vision : « L'époque où les États-Unis soutenaient à eux seuls l'ordre mondial comme Atlas est révolue » et « les affaires des autres pays ne nous concernent que si leurs activités menacent directement nos intérêts ». Il lui substitue de fait une logique de sphères d'influence, inspirée des *Großräume* – les grands espaces- préconisés par le juriste allemand Carl Schmitt, un moment doctrinaire du nazisme. Ce manifeste trumpiste est particulièrement agressif à l'égard de l'Europe et de « l'hémisphère occidental » pour lequel il renoue avec la doctrine Monroe, complétée par un « Corollaire Trump » affirmant un droit d'intervention, économique et militaire, des États-Unis sur l'Amérique latine¹⁰⁰.

Le discours d'investiture du nouveau président devait confirmer l'orientation de ses thèmes de campagne, renouant avec l'impérialisme de présidents comme

⁹⁸ Maya Kandel, « Le conservatisme national américain », *Le Débat*, 2020/1, N° 118, p. 30.

⁹⁹ The White House, « *National Security Strategy of the United States of America* », November 2025, en ligne : <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2025/12/2025-National-Security-Strategy.pdf>

¹⁰⁰ The White House, « America 250 : Presidential Message on the Anniversary of the Monroe Doctrine », 2 décembre 2025 . Pierre-Yves Hénin, « La stratégie 2025 de sécurité nationale : une autre vision du monde », IRIS , Observatoire politique et géopolitique des États-Unis, janvier 2026 .

Andrew Jackson et Theodore Roosevelt, ou du sénateur Albert Beveridge en 1900. Les revendications émises sur le Groenland, le Canal de Panama, voire le Canada, ont donné un sens concret et inattendu au slogan du MAGA -*Make America Great Again*, celui d'un programme impérialiste : étendre le territoire américain¹⁰¹.

Renouant avec les fondateurs des États-Unis, la revendication sur le Canada s'est heurtée à une vive réaction de ce pays, renversant les résultats électoraux prévus au profit du premier ministre libéral, Mark Carney, qui paraissait plus de taille de résister à Donald Trump. La revendication sur le Groenland, sous des prétextes de sécurité, était mal fondée dans la mesure où le Danemark, membre de l'OTAN, n'aurait pas élevé d'objection au renforcement des bases et moyens de détection américains installés sur le territoire. Les déclarations ont sur ce point été suivies de démarches hautement inamicales à l'égard d'un allié, avec la visite conquérante du Vice-président Vance et les consignes données à la CIA de cibler les indépendantistes qui pourraient être ralliés au projet américain et de menaces répétées. La volonté d'une reprise de contrôle du Canal de Panama a progressé plus rapidement, la société basée à Hong-Kong a accepté de céder à une entreprise américaine les infrastructures qu'elle avait développée dans la zone du canal¹⁰².

Au-delà d'une volonté d'expansion, Trump revient à la logique des sphères d'influence, dont se prévalent également les gouvernements russes¹⁰³ et chinois. Il entreprend ainsi de réactiver la doctrine Monroe en renouvelant le protectorat américain sur l'Amérique latine, une politique qui va se heurter à une influence Chinoise à laquelle on voit mal Xi Jinping renoncer. 22 pays d'Amérique du sud et des caraïbes ont en effet rejoint l'initiative des « Routes de la soie » avec une accélération des échanges qui contribue sensiblement à la diversification du commerce extérieur chinois. Le Chine a, sur ce point, régit sans ambiguïté au document « sécurité stratégique » en publiant dès la semaine suivante son troisième « document d'orientation politique sur l'Amérique latine et les Caraïbes » visant à établir « une communauté d'avenir partagé » avec les pays de la région prévoyant un renforcement de la coopération, économique mais

¹⁰¹ « The new American imperialism », *The Economist*, Jan. 21, 2025.

¹⁰² Jesus Mesa and Gabe Whisnant, « Donald Trump Scores Panama Canal Win », *Newsweek*, Mar. 04, 2025.

¹⁰³ Pierre-Yves Hénin, « L'offensive russe en Ukraine, une guerre pour une sphère d'influence », *Revue internationale et stratégique*, 2022/2, N° 126.

aussi institutionnelle et de défense¹⁰⁴. La concurrence des projets risque d'être rude.

Trump a d'abord pratiqué un soutien inconditionnel à la politique agressive de Netanyahou, un nécessaire « nettoyage de Gaza », apportant ainsi son soutien au projet du 'Grand Israël'. Au-delà, le projet d'acquisition de la bande de Gaza pour la transformer, après un nettoyage ethnique, en la « Riviera du Moyen Orient » constituait une violation supplémentaire, particulièrement flagrante, du droit international. L'engagement américain auprès d'Israël pour bombarder les sites nucléaires iraniens a confirmé cet engagement, a priori opposé à la posture anti-guerre de Trump. Ce soutien fragilise la diplomatie affairiste développée avec les monarchies du Golfe, en particulier avec l'Arabie Saoudite, longtemps pilier du dispositif de sécurité américain au Moyen-Orient, qui amorce un rapprochement avec la Chine. Dans un retournement destiné à établir son statut de « faiseur de paix », Trump devait exercer une pression sur Israël pour exiger un cessez-le-feu, premier pas d'un hypothétique accord de paix imposé sans consultation aux Palestiniens.

Alors que la Chine était couramment désignée comme l'adversaire principal, les relations bilatérales ont connu des fluctuations permanentes, sans que l'on sache bien ce qui tient au respect de Trump pour Xi Jinping ou au rapport de force tenant aux capacités de rétorsion de Pékin.

Force est de reconnaître que Donald Trump, s'il méprise volontiers les dirigeants démocratiques, a un faible pour les despotes, de Xi Jinping en Chine [“Je le considère comme un ami... Il est fort, c'est un dur.”] à Kim Jong-un en Corée du Nord [“Il m'a apprécié. Je l'ai apprécié. Nous nous sommes très bien entendus”]. Mais aucune de ses relations internationales n'a causé autant de consternation et suscité autant de conjectures que son amitié avec Vladimir Poutine¹⁰⁵.

Fait significatif, c'est dès le premier jour de sa fonction que la ministre de la Justice Pam Bondi a supprimé l'unité du FBI qui était chargée de lutter contre les ingérences étrangères, et que Trump avait accusé d'enquêter à charge sur le

¹⁰⁴ « Chine - Amérique latine - Caraïbes : Un 3^e document d'orientation chinois ouvre la voie à la coopération », CGTN, 10 décembre 2025 ; Consulté à l'adresse :

<https://francais.cgtn.com/news/2025-12-10/1998659313583042561/index.html>

¹⁰⁵ Mark Galeotti, « Trump and Putin: the fragile relationship that will change the world », *The Times*, January 25, 2025.

soutien dont il aurait bénéficié en 2016¹⁰⁶. Si l'affaiblissement de l'Otan et de l'Union Européenne ne peuvent que contribuer aux objectifs russes, c'est principalement dans sa gestion des contacts en vue de la paix en Ukraine que s'est manifesté le parti pris pour la position russe et des sentiments en général réservés à l'égard de la position ukrainienne, parfois franchement hostiles comme lors de la réception humiliante de Volodymyr Zelensky dans le Salon ovale le 28 février 2025, avant de s'infléchir du fait de l'absence de réponse de Poutine à ses avances et demandes.

Une dynamique pour les populismes européens

L'importance du soutien au président argentin populiste Javier Milei n'est pas allé sans poser quelques problèmes, notamment financiers ou politiques, avec les agriculteurs affectés par les importations de bœuf¹⁰⁷. Seule porte ouverte à l'immigration, l'accueil de fermiers sud-africains, de fait blancs, est un message clair de discrimination. Pourtant, c'est par son hostilité aux démocraties européennes que l'administration s'est le plus engagée dans la promotion du national capitalisme autoritaire.

Avant l'attaque en règle du programme de stratégie de sécurité, l'intervention de J.D. Vance à la Conférence de Munich sur la sécurité en février 2025 renouait avec la promotion d'un « *regime change* » dans l'Europe démocratique, une idée pourtant écartée pour les NaCA de Chine et de Russie. Sous couvert de défendre la liberté, Vance reprenait l'agenda des mouvements populistes autoritaires dans une période où ces mouvements obtenaient de bons résultats électoraux.

L'ingérence flagrante d'Elon Musk dans les élections allemandes témoignait d'un sans gêne inaccoutumé de la part de personnes chargées d'une fonction publique. En mai, un document officiel du Département d'Etat devait expliciter le message de J.D. Vance. L'objectif des États-Unis est la création d'une « alliance civilisationnelle » destinée à réunir des « nations chrétiennes comme la Hongrie » autour de partis d'extrême droite comme l'AfD en Allemagne et le PiS en Pologne. Aujourd'hui, la promesse de « fin de l'histoire » par Fukuyama

¹⁰⁶ « L'administration Trump supprime une unité du FBI chargée de lutter contre l'ingérence électorale étrangère », *Le Monde*, 6 février 2025.

¹⁰⁷ Baptiste Gauthey, « Avec l'Argentine, les Etats-Unis pourraient vivre un 'Vietnam financier' : l'avertissement d'une économiste », *L'Express*, 30/10/2025.

« est en lambeaux. Ce qui subsiste à la place, c'est une offensive agressive contre la civilisation occidentale elle-même ». Ainsi, « loin de renforcer les principes démocratiques, l'Europe est devenue un foyer de censure numérique, de migrations massives, de restrictions à la liberté religieuse et de nombreuses autres atteintes à l'autonomie. Le Digital Services Act de l'Union européenne, présenté comme un moyen de protéger les enfants contre les contenus en ligne nuisibles, est en réalité utilisé pour faire taire les voix dissidentes à travers une modération de contenu digne d'Orwell »¹⁰⁸.

L'impulsion trumpiste devait s'affirmer particulièrement lors d'une réunion à Madrid en février 2025 du groupe « Patriotes pour l'Europe », troisième force du Parlement européen depuis les élections de juin 2024. Cette réunion se tenait sous le signe du MEGA, *Make European Great Again*, en présence de Viktor Orban, Marine Le Pen, Matteo Salvini et Geert Wilders. Surfant sur la vague venue des États-Unis, Trump Abascal, du parti espagnol Vox, déclarait : « Il faut choisir entre l'Europe soviétique construite par les bureaucrates de Bruxelles et la vraie Europe, l'Europe authentique des valeurs fondatrices, la liberté, la protection de la souveraineté de ses nations ». Marine Le Pen n'exagérait guère : « nous sommes en face d'un véritable basculement mondial ... Tout le monde comprend que quelque chose a changé. De son côté, l'Union européenne semble en état de sidération ». Toutefois, « aimer le patriotisme de Donald Trump, ça ne veut pas dire être le vassal des États-Unis », assurait Jordan Bardella, le président du RN, qui entend garder ses distances avec le président américain dont les outrances inquiètent. Viktor Orban devait pour sa part constater que « notre ami Trump, la tornade Trump a changé le monde en deux semaines. Une ère s'est achevée ». Signe supplémentaire de la « filière américano-trumpiste », le dîner inaugural entre les chefs du mouvement avait comme invité d'honneur Kevin Roberts, le président du très conservateur think tank américain *The Heritage Foundation*, à l'origine du Projet 2025.

Le durcissement de la position de Trump à l'égard de l'Union Européenne dans sa guerre tarifaire atteste de la volonté d'exercer une pression particulière sur cette entité particulièrement ciblée dans une perspective globale de changement de régime, comme l'atteste le programme de sécurité nationale : Les États-Unis encouragent leurs alliés politiques en Europe à promouvoir ce [nécessaire]

¹⁰⁸ Samuel Samson, « The Need for Civilizational Allies in Europe », *U.S. Department of State, Substack*, May 27, 2025. Traduction intégrale : « Par un canal officiel, les États-Unis de Donald Trump lancent un appel au changement de régime en Europe », *Le Grand continent*, 29 mai 2025.

renouveau spirituel et « l'influence croissante des partis patriotiques européens est source d'un grand optimisme ».

Quel avenir pour le NaCA étatsunien ?

L'instauration à marche forcée d'un nouveau régime de nationalisme capitalisme autoritaire aux États-Unis va, en tout état de cause, marquer durablement les caractéristiques sociopolitiques du pays. Ce risque sera limité si un blocage de ce processus, suivi d'une restauration de la démocratie, intervient dans les meilleurs délais, en pratique, lors des élections de mi-mandat-*midterms*- en novembre 2026 qui détermineront la majorité dans les deux chambres du Congrès, sachant que la double majorité républicaine actuelle ne tient qu'à quelques sièges. Fragilisé par une image dégradée dans l'opinion publique et par des tensions internes au sein du MAGA, Trump ne reculera sans doute à aucun moyen pour éviter une défaite aux *midterms* de 2026.

Tensions dans le mouvement MAGA

Fondamentalement, le mouvement MAGA s'est constitué par la rencontre d'une droite idéologique religieuse et du technocapitalisme de la Silicon Valley. Ces sensibilités, unies dans la phase de destruction d'un ordre libéral et progressiste qu'elles abhorrent, ne partagent pas la même vision de l'ordre nouveau à instaurer¹⁰⁹. Certains sénateurs républicains ont refusé de soutenir des textes de l'administration et des représentants à la Chambre se sont joints aux démocrates, comme le demandait la majorité de leur base, pour demander la publication des documents du dossier Epstein mettent gravement Trump en cause. Symbole des ruptures à ce sujet, la représentante Marjorie Taylor Greene, ardente représentante du courant nationaliste chrétien au sein du MAGA, a rompu avec Trump et annoncé sa démission de la Chambre, avant de manifester une critique globale du trumpisme. De même, l'interventionnisme extérieur de Trump, notamment au Venezuela et à l'égard du Groenland, est impopulaire auprès des électeurs, y compris certains de sensibilité MAGA, convaincus par

¹⁰⁹ Julian Blum , « *Trump, The Tech Right and Christian Nationalists: an Unnatural Coalition* », Institut Montaigne, 7/10/2025.

l'engagement initial de leur candidat à renoncer à l'interventionnisme militaire¹¹⁰.

Ces tensions se retrouvent entre les principes présentés par différents penseurs et influenceurs du mouvement. Elles se sont manifestées particulièrement lors de la Conférence *America Fest* à Pheonix du mouvement étudiant Turning Point USA fondé par feu Charlie Kirk, des tensions dont la veuve et successeuse Erika s'est inquiétée et qu'elle s'est efforcée de dépasser. Au centre des controverses, l'attitude à l'égard d'Israël. Le podcaster influent Ben Shapiro n'a pas mâché ses mots, attaquant l'ancien animateur de Fox News Tucker Carlson pour avoir mené une interview complaisante de Nick Fuentes, qui se décrit lui-même comme un nationaliste blanc, mettant de ce fait le mouvement conservateur en grand danger et que Shapiro considère comme « un apologiste d'Hitler, un nazi, un anti-américain, une ordure »¹¹¹ à quoi Carlson répondait que « le biais contre l'homme blanc est aussi grave que l'antisémitisme ».

Le vice-président J. D. Vance a voulu se présenter comme un rassembleur. Au motif que « le président Trump n'a pas construit la plus grande coalition politique en soumettant ses partisans à des tests de pureté interminables et contre-productifs », il évite de condamner la composante antisémite et fascisante à laquelle appartient Carlson : « Je n'ai pas apporté de liste de conservateurs à dénoncer ou à exclure », avant de conclure sur un engagement chrétien sans faille¹¹². Son pari de ne pas se faire d'ennemis dans la mouvance MAGA sera-t-il tenable devant la montée de jeunes extrémistes au sein du parti Républicain ?

Des midterms de guerre civile ?

L'enjeu pour Donald Trump des élections de mi-mandat en novembre 2026 est considérable. La perte de majorité dans une des chambres réduirait très fortement ses marges d'action et pourrait engager un processus de correction. Surtout, une marge de majorité démocrate suffisante permettrait d'engager

¹¹⁰ « L'opération militaire de Trump au Venezuela est très impopulaire auprès des électeurs », *Le Grand Continent*, 6 janvier 2026.

¹¹¹ The Toi Staff, « MAGA civil war over Israel erupts into the open at Turning Point USA conference », *The Times of Israel*, 20 December 2025.

¹¹² « Le discours de J. D. Vance au rassemblement d'Erika Kirk : Texte intégral », *Le Grand Continent*, 23 décembre 2025.

contre lui une procédure d'impeachment, même si la perspective de voir J.D. Vance lui succéder ne constitue pas une alternative attrayante. Alors qu'une majorité simple est suffisante à la Chambre des représentants pour une mise en accusation, une majorité des deux tiers est nécessaire au Sénat pour décider de la culpabilité. Même si ce scénario qui exigerait en tout état de cause le « lâchage » d'un certain nombre de sénateurs républicains, est peu probable, il constitue pourtant un sujet de préoccupation pour le principal intéressé.

Sans surprise, Trump a très tôt engagé une action multiforme pour prévenir ce risque, ce qui a conduit à une interrogation récurrente parmi l'opposition : « les élections de mi-mandat de 2026 auront-elles lieu selon les règles du jeu démocratique ?[...] , pourquoi croire que cette administration acceptera sereinement le risque de perdre le pouvoir dans dix-neuf mois ? » .

Les plans et possibilités d'action de Trump pour fausser le processus électoral.

Dès les premiers mois de son second mandat, Trump a pris en main un programme d'action visant à garder le contrôle du Congrès en 2026. Il s'agissait de prévenir le retrait de sortants dans des circonscriptions marginales, d'accumuler les moyens financiers , d'avoir une stratégie agressive dès les primaires et surtout de prendre des mesures de découpage électoral -*redistricting* ou *gerrymandering* - de façon à accroître, à géographie des votes donnée, le nombre des représentants républicains élus, alors que le redécoupage ne doit normalement intervenir qu'une fois tous les dix ans pour tenir compte des résultats du recensement. Le Texas a ouvert la voie par un redécoupage assurant 5 élus républicains supplémentaires. La Californie devait réagir par un redécoupage faisant gagner ou conserver au moins 5 représentants au parti démocrate.

Le journaliste David Graham a publié dans The Atlantic un article très approfondi considérant que « le plan de Donald Trump pour subvertir les élections de mi-mandat est déjà en cours » . Dans un premier temps, il s'agit de préparer le terrain, par exemple en accumulant les moyens financiers tout menaçant les donateurs aux PAC démocrates, voir certains candidats, de rétorsions financières ou de poursuites. Un deuxième train de mesures consiste à changer les règles du jeu de manière à restreindre le vote des catégories moins intégrées. Une nomination symbolique illustre l'action attendue de l'administration fédérale dans un domaine relevant habituellement des états : le département de la Sécurité intérieure a nommé comme secrétaire adjointe à

l'intégrité des élections Heather Honey, négatrice très en vue de la défaite de Trump en 2020 qui n'hésitait alors pas à manipuler des chiffres .

Le troisième lot de mesures envisagées concerne le jour des élections. Il s'agit d'abord du durcissement des conditions d'accès aux bureaux de vote. Dans la lignée des interventions déjà banalisées, l'intervention de la Garde nationale et le déploiement de l'ICE viserait à impressionner les électeurs issus des minorités. Pour aller plus loin, Trump pourrait invoquer *l'Insurrection Act* en le justifiant par des provocations susceptibles d'entraîner des manifestations, voire des émeutes, comme en 2020 en réponse au meurtre de George Floyd. Il déclarait en effet à Fox News en octobre : « Si des 'fous radicaux de gauche' causent des troubles le jour des élections, le problème 'devrait être très facilement résolu, si nécessaire, par la Garde nationale ou, en cas d'absolue nécessité, par l'armée' » .

Après le jour de l'élection enfin, les républicains peuvent appeler à stopper le décompte pour empêcher la prise en compte des dépouillements tardifs, en général plus favorables aux Démocrates. Comme en 2020, on verra se multiplier les pressions sur les fonctionnaires en charge de la collecte des résultats au niveau des États. La saisie des machines à voter passant sous le contrôle très orienté du DOJ est également évoquée. Enfin la multiplication des recours pourra entraîner un véritable harcèlement juridique retardant la publication des résultats et entraînant un doute persistant .

Au moment où l'on peut dresser un aperçu de la première année de ce second mandat, l'avenir du trumpisme reste incertain. Comme le montre l'actualité, les diverses confrontations qu'entraînent son projet de transformation systémique ne peuvent guère qu'accroître la brutalité des mesures de contrôle interne, tandis que l'extrémisme de certaines prises de position comme celles qui marquent le début de 2026 illustre le total mépris du droit en matière internationale.

En ce début d'année, le ton de son message au premier ministre norvégien – « Cher Jonas-Étant donné que votre pays a décidé de ne pas m'attribuer le prix Nobel de la paix pour avoir mis fin à huit guerres, je ne me sens plus obligé de penser uniquement à la paix, même si celle-ci restera toujours prédominante, mais je peux désormais réfléchir à ce qui est bon et approprié pour les États-Unis d'Amérique »¹¹³ - , l'énormité de son projet « d'ONU privée » et les

¹¹³ Anne Applebaum , « Trump's Letter to Norway Should Be the Last Straw, Will Republicans in Congress ever step in? », *The Atlantic* , January 19, 2026.

incohérences de son discours à Davos, confondant Groenland et Islande, ont rouvert les interrogations sur l'intégrité de ses capacités mémorielles et mentales¹¹⁴.

¹¹⁴ Max Rego, « *AOC: Trump is acting in 'increasingly erratic ways* » , The Hill, 21 janv 2026